

Renforcement de la gouvernance inclusive : La FEMAPH et RMAP+ s'approprient les concepts et stratégies genres

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 30 SEPTEMBRE 2022

1191

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Affaire des 46 ivoiriens

L'ultime médiation !



Le CSDM à Kouremalé : L'appel à une fédération Mali - Guinée



Coopération sino-malienne : Au beau fixe avec des lendemains qui chantent !



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

29 sept.
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

501

Nouveaux cas confirmés

03

Nouveaux guéris

18

Nouveaux décès

01

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

530 12 Vaccinations incomplètes

1 829 801 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 625

Guéris

31 591

Décès

742

dont 214 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.11



P.37



P.41



/ Une /

Affaire des 46 ivoiriens : L'ultime médiation !

P.5

/ Brèves /

Sénégalais : Le président Macky parle d'amnistie et ébranle la scène politique
 Energie : Des compteurs électriques et accessoires pour répondre aux besoins des usagers
 Zimbabwe : Une écrivaine condamnée à la prison avec sursis pour avoir manifesté
 Maroc : Arrestation d'un membre présumé de l'EI soupçonné de "projet terroriste" (police)
 Chine : Allocution de Xi Jinping au Dialogue de haut niveau sur le développement mondial
 Présidentielle au Nigeria : Quatre candidats s'engagent pour la "paix" civile
 Le CSDM à Kouremalé : L'appel à une fédération Mali – Guinée

P.11

P.11

P.12

P.12

P.13

P.13

/ Célébration du 73^e anniversaire de la République de Chine /

Chine : Allocution de Xi Jinping au Dialogue de haut niveau sur le développement mondial
 Travaillons main dans la main pour construire ensemble : Une communauté de destin sino-malienne dans la nouvelle ère
 1er octobre 2022, 25 octobre 2022 : La république populaire de Chine a 73 ans et les relations diplomatiques sino-maliennes ont 62 ans
 Extrait de l'exposition photo sur la coopération pragmatique : Entre la Chine et le Mali
 La Coopération Chine-Mali dans le domaine de l'Éducation et les Nouvelles Perspectives de l'Initiative : "la Ceinture et la Route"
 Coopération sino-malienne : Au beau fixe avec des lendemains qui chantent !
 73^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine : Cérémonie d'ouverture de l'exposition photos de la Coopération sino-malienne

P.16

P.18

P.21

P.25

P.28

P.32

P.34

/ Actualité /

Sécurisation de Kidal : La CMA lance l'opération « tartit » ou « fusion »
 Mali : Le dispositif de protection des hautes personnalités renforcé avec l'aide de la MINUSMA

P.36

P.37

/ Politique /

Affaire des 49 militaires : Le soutien français à la côte d'ivoire radicalise-t-il la position du Mali ?
 Transition malienne : Des avancées majeures sur la voie du retour à l'ordre constitutionnel en mars 2024
 Renforcement de la gouvernance inclusive : La FEMAPH et RMAP+ s'approprient les concepts et stratégies genres
 CNT : Le Juriste et analyste Politique Souleymane Sanogo, satisfait de la vision du Président Diaw et son équipe

P.39

P.40

P.41

P.42

/ Culture & société /

13^e édition de la biennale africaine de la photographie : Que d'innovations attendues

P.43

/ International /

Kamala Harris en Corée du Sud : Pyongyang tire des missiles
 Birmanie : Aung San Suu Kyi condamnée à trois ans de prison supplémentaires

P.44

P.45

/ Sport /

Foot : Le Maroc exige d'Adidas le retrait d'un maillot de la sélection algérienne

P.46

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

- **Gérant :** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef :**
- **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial :** Youssouf Diarra
- **Secrétariat :** Fatou SISSOKO



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSO »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**



Affaire des 46 ivoiriens

L'ultime médiation !

Le Président de la transition du Mali, le Colonel Assimi Goïta a reçu une délégation de haut niveau de la CEDEAO composée des présidents Adama Barrow de la Gambie, de Nana Akufo-ADDU du Ghana, du médiateur de la CEDEAO pour le Mali, l'ancien président nigérian Goodluck Jonathan et du ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey, représentant le président Faure E. Gnassingbé. La délégation de chefs d'État est arrivée hier jeudi 29 septembre 2022 à Bamako. Objectif : obtenir la libération des 46 soldats ivoiriens détenus au Mali depuis le 10 juillet dernier. Cette mission semble ultime pour désamorcer la crise entre le Mali et la Côte d'Ivoire...

Le Président de la Transition a accueilli ses homologues à l'aéroport international Modibo Keita de Bamako-Senou. Il s'agit d'une délégation de haut niveau envoyé

par la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Elle est composée du Président gambien, Adama Barrow, du Président ghanéen, Nana Akufo-ADDU, du

ministre togolais des Affaires étrangères, Robert Dussey (représentant le président Faure E. Gnassingbé) et du médiateur de la CEDEAO pour le Mali, Goodluck Jonathan, tous venus plaider la cause des 46 soldats/mercenaires ivoiriens.

Pour l'heure, aucune information n'a filtré concernant les échanges. Mais tout porte à croire que cette mission est celle de la dernière chance.

En effet, il convient de rappeler que l'ONU, à travers sa représentation en Afrique de l'Ouest dirigée par l'ex patron de la MINUSMA, Saleh Annadif et Amina Mohammed, Vice-Secrétaire générale des Nations Unies, s'est activement investie dans ce dossier. Les deux diplomates ont été reçus par Faure Gnassingbé le 11 aout dernier à Lomé. Le Président de la transition du Burkina-Faso, Paul-Henri Sandaogo Damiba est la dernière personnalité régionale en date à s'être également investie dans ce dos-



sier. Avant sa visite à Bamako, le président du Faso avait échangé en toute discrétion avec le Président Faure Gnassingbé en terre togolaise fin août dernier sur le sujet. L'implication du Nigéria par l'intermédiaire de son ministre des Affaires Etrangères n'a pas non plus fait bouger les lignes.

Toutefois, la visite d'une mission officielle de la CEDEAO avec deux présidents, doit pouvoir peser dans la balance pour convaincre les autorités maliennes. Même si, le chef de la diplomatie malienne a déclaré récemment : « **Nous avons dit depuis le début que tout ce que le Mali veut, c'est chercher les voies et moyens pour trouver un terrain d'attente entre le Mali et la Côte d'Ivoire. Mais si c'est pour imposer des décisions au Mali, cela ne passera pas...** » Avant d'ajouter « **Les démarches entamées par la CEDEAO ne constituent pas des solutions pour nous** ».

Les maliens divisés sur cette médiation

Au Mali des acteurs politiques et des observateurs sont divisés sur la question. Si certains pensent que cette médiation pourrait décanter la situation, d'autres estiment qu'il faut accélérer l'action judiciaire. Pour Mahamadou Doucouré, vice-président du Front Uni pour la Sauvegarde de l'Intégrité du Mali (FUSI-Mali),

cette histoire aurait pu avoir un dénouement heureux si les deux chefs d'État avaient mis de côté leur égo. Pour lui, le scénario aurait dû être celui-ci, dès les premières heures : « **Un président ADO qui prend son avion, il tombe à Bamako et dit à son jeune frère, je suis venu chercher mes gars. Quels que soient les griefs que vous avez détectés dans cette affaire-là, même s'ils ont failli remettez-les-moi, je les ramène chez moi. Cela pourrait régler l'affaire** ».



Il reste tout de même optimiste et espère que la rencontre entre la délégation de la CEDEAO et le président de la transition aboutisse à un début d'une solution.

Cependant, la présidente du parti pour le Renouveau et le Développement (PRD), pense qu'il faut plutôt laisser la justice malienne s'occuper de cette affaire. Quitte à gracier, après, ces militaires ivoiriens mis en cause. « **Faites un jugement je le répète ; parce que c'est la seule chose que je vais dire sur ce dossier. Qu'on les juge en fonction de leur infraction ou crime, et ensuite utilisez la voie diplomatique pour leur accorder une grâce présidentielle** », défend Assétou Sangaré membre du PRD.

De son côté, le politologue Dr. Abdoul Sogodogo préconise la poursuite de la médiation togolaise, qui a permis de libérer trois des 49 soldats ivoiriens. « **Il serait préférable que le Mali et la Côte d'Ivoire retournent dans la médiation togolaise. Parce que le Togo est un pays-frère au Mali et à la Côte d'Ivoire. Vous ne pouvez pas lui confier une telle mission et du jour au lendemain faire comme si le Togo était un malpropre** », regrette l'analyste politique. A Abidjan comme à Bamako, on le sait, le sort de ces militaires est suspendu à cette ultime mission de la CEDEAO. Les jours à venir nous en diront davantage.

Binadjan Doumbia

■ Idrissa NASSA



Le Groupe Coris a décidé de confier la gestion de la première banque du Burkina Faso à Madame Gisèle GUMEDZOE/OUEDRAOGO.

Cette décision est une reconnaissance de la fidélité, de l'engagement, du professionnalisme et du dévouement au service de la clientèle de cette talentueuse collaboratrice qui a rejoint la filiale depuis avril 2008 et qui a gravi les échelons pour en devenir depuis 2017 Directeur Général Adjoint.

Elle remplace à ce poste M. Diakarya OUATTARA qui a réalisé des performances exceptionnelles et est appelé à de plus hautes fonctions au sein du Groupe.

Madame GUMEDZOE prendra fonction dans la continuité de la stratégie de la banque à l'issue des diligences réglementaires.

Elle aura la lourde charge de préserver et renforcer les performances de cette banque qui est la deuxième plus grande capitalisation de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières de l'UEMOA (BRVM) au 31/12/2021.

Je lui adresse mes sincères Félicitations et tous mes vœux de plein succès dans ses nouvelles fonctions.

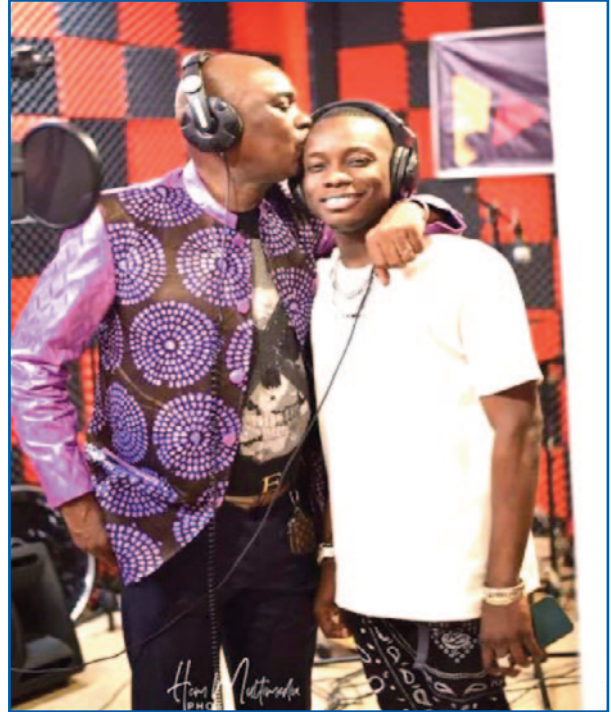


■ Sidiki Diabaté



La famille, souhaitons un très joyeux anniversaire à mon papa, mon conseiller, la légende Sekouba Kandia Kouyate de la Guinée, un homme

tellement humble et généreux . Merci à toi pour ton soutien inconditionnel,tes conseils si précieux que tu ne cesses de me prodiguer. Longue vie et santé de fer à toi papa #Dmusic



■ L'ESSOR



Dans un communiqué publié, mercredi soir, le gouvernement de la Transition annonce que le Mali n'appliquera pas les sanctions imposées à la Guinée suite au Sommet extraordinaire de la Conférence des Chefs d'état et de Gouvernement de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), tenu le 22 septembre 2022, à New York



Dans la capitale, plusieurs voies urbaines sont impraticables aujourd'hui. Pas seulement du fait de la mauvaise qualité de la chaussée, mais surtout à cause des engins et des matériaux de construction souvent laissés à l'abandon par des nombreuses entre-

prises incapables d'honorer leurs engagements. Les usagers de la route vivent un véritable calvaire



Une mission de haut niveau de l'organisation sous-régionale est attendue aujourd'hui à Bamako. La délégation qui vient pour une visite de travail de quelques heures, est composée de trois chefs d'État membres de la Cedeao. Il s'agit des présidents du Togo, Faure Gnassingbé, du Ghana, Nana Addo Akufo, et de la Gambie, Adama Barrow



Serge Daniel
@sergedanielinfo

#Mali-CI-Togo-CEDEAO- / Affaire des 46 militaires ivoiriens : Fin de la visite à Bamako des Présidents du Ghana et de la Gambie. Aucune déclaration .Mais possible revirement vespéral : le Président du Togo pourrait avoir effectué en solo un très discrètement visite utile à...

USAID Mali



« Grâce à USAID - US Agency for International Development Keneya Nieta nous rencontrons fréquemment les autorités sanitaires de la commune, notamment le maire, le président de l'ASACO et le Directeur Technique du centre de santé pour discuter de nos problèmes de santé. A ce jour, nous avons eu plusieurs rencontres avec ces res-

ponsables sur l'utilisation des services de consultation prénatale (CPN). Leur engagement et leur apport à la sensibilisation ont été considérables. Selon le relais communautaire du village, le taux de la CPN est passé de 20 % à 45% », propos des membres de la plateforme communautaire de santé de Matanga, région de Mopti. Depuis 2021, l'USAID à travers Keneya Nieta travaille avec les maires, les membres des ASACO et les Directeurs techniques des centres de santé communautaire des 3791 villages. Objectif : améliorer la redevabilité dans l'offre des soins au niveau communautaire. USAID Mali University Research Co., LLC (URC) #Santé #Mali



L' USAID - US Agency for International Development apporte son appui aux communautés maliennes touchées par la hausse des prix des aliments et contribue à améliorer la nutrition pendant la période de soudure. Pour ce faire, 174 kits ont été distribués aux femmes et aux organisations de jeunes afin d'augmenter la production de légumes. Chaque kit contient des pelles, des houes, des râpeaux, des balais, des brouettes, des arrosoirs et un pulvérisateur, de l'équipement de sécurité, ainsi que des masques, des lunettes, des gants, des bâches en autres. L'USAID, par le biais de Feed the Future Mali Sene Yiriwa, apporte son aide à plus de 5000 maraîchers issus de ces organisations afin qu'ils soient à même de produire et d'utiliser leurs propres composts et biopesticides. Cet appui permet de réduire le besoin d'importations onéreuses et aux agriculteurs d'être autosuffisants ; un appui essentiel compte tenu de l'augmentation des coûts et de la pénurie d'intrants agricoles. Les kits permettront ainsi aux communautés des cinq cercles de #Mopti et trois cercles de #Tombouctou de produire et consommer plus d'aliments riches en nutriments. Le surplus pourra être vendu pour générer des revenus supplémentaires pour les familles. USAID Mali DevWorks International



■ Casimir Sangala



La mauvaise alimentation est un véritable problème de santé publique au Mali : huile, sel, sucre, bouillons et conserves !

Coopération Suisse au Mali

Perspectives prometteuses pour la période 2022-2025 nonobstant les nombreux défis

Atelier de rapportage 2022 et de planification 2023 de la Coopération Suisse.

L'APEJ a pris part à journée consacrée à l'Effet 2 : Développement économique durable local. Les travaux se déroulent durant trois jours au Musée de la femme Musokounda à Korofina.

La deuxième journée a porté entre autre sur l'analyse du contexte, l'examen des résultats réalisés en 2022, l'identification des enjeux majeurs pour 2023 et les mesures d'adaptation nécessaire.

En plus des partenaires de la DDC, y étaient présents tous les membres de la Direction de coopération Suisse avec à leur tête le Directeur de la coopération internationale.

Jeunes, investissons pour votre emploi !



■ Ouverture Média - OM



OM INFO : #Communiqué #OM

Réaction aux propos injurieux du membre du CNT Mamadou Hawa Gassama.

La direction de l'ouverture media a appris avec stupéfaction les propos tendancieux et prétentieux tenus par Mamadou Hawa Gassama membre du CNT à l'encontre du Journaliste Thierno Aliou N'diaye lors de l'émission #ThiernoDecrypte. Lorsque Thierno lui a posé une question, Mamadou Hawa Gassama a répliqué en le traitant de « Faso Den Djougou ». Nous rappelons à juste titre à M. Gassama que M. Thierno N'diaye est un journaliste et son rôle est de poser des questions à ses invités pour éclairer la lanterne des auditeurs. Poser une question à un invité ne saurait en aucun cas faire d'un journaliste un ennemi du Mali.

Ces propos injurieux et diffamatoires sont indignes d'un membre du CNT au moment où les autorités du Mali cherchent à rassembler les Maliens de l'intérieur comme de l'extérieur autour d'un idéal commun.

Comment un homme politique, partisan du mouvement démocratique, cofondateur de l'URD, compagnon de l'honorable Feu Soumaila Cissé (Paix à son âme) peut il s'opposer farouchement à la divergence d'opinion et d'idées sur un plateau télé ?

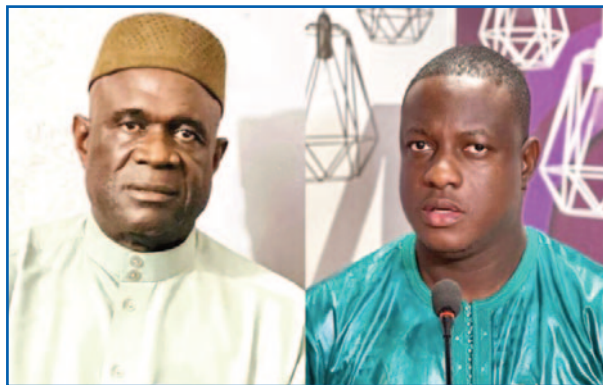
Mamadou Hawa Gassama qui a passé plus de 20 ans à l'hémicycle est un habitué des propos grossiers et injurieux à l'égard de ses interlocuteurs. Les propos outranciers tels que « FASO DEN DJOUGOU » sont devenus monnaie courante sur les réseaux sociaux et sont utilisés malencontreusement par certains responsables de la Transition pour catégoriser les concitoyens en bons ou mauvais maliens. Ceci dans le but d'exacerber et manipuler un pseudo sentiment de patriotisme pour se faire applaudir par la masse en opposant les Maliens. Le président de la transition a de tout temps appelé à l'union sacrée autour du Mali, le premier ministre par intérim l'a également rappelé à son retour de la 77ème session ordinaire de l'Assemblée générale des Nations unies.

Nous rappelons à M. Gassama qu'il n'a aucune leçon de patriotisme à nous donner. C'est lui qui a été blanchi et nourri aux frais du contribuable malien pendant près de 30 ans. Si le pays est dans l'abîme aujourd'hui, c'est en partie grâce à certains hommes politiques que les Maliens appellent ironiquement « Les dinosaures de la Politique Malienne ». Ouverture Media depuis sa création à aujourd'hui a fait parti de tous les combats pour l'émancipation du peuple du Mali.

Thierno N'diaye est au four et au moulin tous les jours pour donner la parole aux maliens quelque soit leur appartenance religieuse ou ethnique, sans distinction aucune. Il est devenu la voix des sans voix. La direction de l'ouverture media condamne avec la dernière rigueur les propos outranciers et offensants de Mamadou Hawa Gassama et apporte son soutien indéfectible à M. THIerno N'DIAYE journaliste et directeur de production.

NB : Quand aux propos tenus à l'encontre de M. Moussa Mara ancien premier ministre, Mamadou Hawa Gassama est seul responsable de ses diatribes.

LA DIRECTION



■ Idrissa Toure



AFFAIRE Louise Ménard et le " Bon Juge " Magnaud.

Louise Ménard naît à Paris en 1875. En 1898, elle vit à Charly-sur-Marne avec sa mère et son fils, âgé de deux ans, né de père inconnu. La mère et la fille sont sans travail et vivent des allocations que leur verse le bureau de bienfaisance de la commune. Mais, elles ne sont pas suffisantes pour nourrir trois personnes. Le 22 février 1898, alors que Louise, sa mère et son fils n'ont pas mangé depuis 36 heures, elle vole, à la devanture d'une boulangerie, un pain de trois kilos. Le boulanger, qui n'est autre que son cousin, porte plainte pour vol. Les gendarmes transmettent la plainte au parquet et Louise est convoquée au tribunal de Château-Thierry le 4 mars 1898 pour répondre du délit de « vol simple ». Elle n'a pas d'avocat, comme la plupart des pauvres de cette époque.

Le juge Magnaud, né en 1848 à Bergerac, se distingue dans un premier temps lors de la guerre de 1870 durant laquelle il sert dans l'armée de la Loire. Puis, en 1887, il est nommé président du tribunal de Château-Thierry. C'est ainsi qu'il préside l'audience publique du 4 mars 1898. Ardent patriote et bon républicain, il fait flotter en permanence, au faite du palais, le drapeau tricolore et invite l'huissier de séance à frapper le sol de sa canne en criant : « le tribunal, chapeau bas ».

Malgré le réquisitoire du procureur Vialatte, le tribunal relaxe l'accusée. Le jugement présente en effet Louise comme une bonne mère de famille, laborieuse, décrit la misère dans laquelle elle se trouve et rejette la responsabilité du vol sur la mauvaise organisation de la société. L'excuse reconnue à Louise relève de la force majeure, de l'« état de nécessité ». Cette notion sera reprise ensuite par de nombreux juristes, mais ce n'est qu'un siècle plus tard, le 1er mars 1994, qu'elle sera inscrite dans les textes.

Après l'audience, le juge Magnaud donne une pièce de cinq francs à Louise qui lui sert à payer le boulanger. Le « bon juge » est né. Le jugement est universellement connu et fait couler beaucoup d'encre. La presse s'empare de cette affaire. Georges Clemenceau est le premier à surnommer le juge Magnaud, le « bon juge », dans un article de L'Aurore le 14 mars 1898. Le juge répond alors qu'il reçoit des quatre coins du globe d'innombrables lettres de félicitations écrites par des gens de toutes classes et conditions.

Toutefois, le parquet général d'Amiens fait appel de ce jugement, suscitant l'incompréhension générale. Cette fois, Louise a un avocat, René Goblet, sénateur maire d'Amiens, qui fait valoir que lors de l'arrestation, sur la plainte du boulanger impitoyable, le pain de trois kilos était déjà dévoré aux trois quarts. Le 22 avril, la Cour confirme la relaxe comme valable, considérant que les circonstances exceptionnelles ne permettent pas d'affirmer qu'il y ait eu, de la part de l'inculpée, d'intention frauduleuse et que le doute doit lui profiter. Néanmoins, les motifs des premiers juges ne sont pas adoptés.

Magnaud connaît la gloire jusqu'en 1906. Sa renommée est extraordinaire : cartes postales le représentant dans des poses avantageuses, reportages photographiques, chansons, emballages de confiserie, etc. Il quitte son « cher petit tribunal » le 15 juin 1906 pour Paris où il est élu député jusqu'en 1910 date à laquelle il reprend les fonctions de juge au tribunal de la Seine en menant une vie ef-

facée. Il meurt en 1926. Sur sa tombe, sa femme fait inscrire : « il fut un magistrat aimé du peuple qui le surnomma le Bon Juge ».

Quant à Louise, elle recueille une somme d'argent importante grâce à une souscription en sa faveur (2000 francs), mais la magistrature et les habitants de Charly-sur-Marne, jaloux probablement de sa soudaine notoriété, lui sont peu favorables et la tiennent pour incapable. Aussi, elle retourne vivre à Paris avec sa mère et son fils, et, grâce à la romancière Séverine, trouve un emploi au journal féministe « La Fronde ». Elle meurt à Clichy le 1er juin 1963.

Source: ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'AISNE

NB : La décision est dans la barre des commentaires

■ Mali Actu



Quitter Bamako pour Kayes relève désormais d'un véritable parcours de combattant. Sur une distance estimée à 618,3 km, les usagers, avec des pincements au cœur, sont contraints de se frayer un chemin dans les ravins, la dégradation très avancée de la voie bitumée étant largement dissuasive de toute tentative de l'emprunter.



■ Ousmane Sonko



Un érudit, un saint, un vrai soufi s'en est allé. Une perte immense pour notre pays et la Ummah. Serigne Abdourahmane Mbacké, Ibn Serigne Abdou Khoudouss, Ibn Mame Thierno Birahim Mbacke, puisse Allah Swt t'accueillir et te couvrir de Sa Miséricorde et Son Pardon infinis.



Sénégalais : Le président Macky parle d'amnistie et ébranle la scène politique



Le président sénégalais Macky Sall a demandé à son gouvernement de se pencher sur une possible amnistie politique, suscitant d'intenses spéculations sur le retour au premier plan de deux personnalités disgraciées et sur ses intentions.

M. Sall, élu en 2012, réélu en 2019, a demandé au ministère de la Justice "d'examiner, dans les meilleurs délais, les possibilités et le schéma adéquat d'amnistie pour des personnes ayant perdu leurs droits de vote", dit le compte rendu du conseil des ministres publié mercredi soir.

Cette initiative a été largement perçue comme une tactique pour ramener dans le jeu Khalifa Sall et Karim Wade, personnalités à la trajectoire abruptement interrompue par des condamnations qu'ils dénoncent comme un complot, et fracturer une opposition revigorée en vue de la présidentielle de 2024.

Interrogée par l'AFP sur les plans du chef de l'Etat, la présidence n'a pas répondu.

Karim Wade, fils et proche collaborateur de l'ex-président Abdoulaye Wade (2000-2012), a été condamné en 2015 à six ans de prison ferme et à plus de 210 millions d'euros d'amende pour enrichissement illicite sous la présidence de son père. Ecroué en 2013, il a bénéficié d'une grâce présidentielle et a été libéré en 2016.

Khalifa Sall, maire de Dakar depuis 2009, a été reconnu coupable du détournement d'environ 2,5 millions d'euros des caisses municipales, et condamné en 2018 à cinq ans de prison. Emprisonné en 2017, il a recouvré la liberté en 2019, lui aussi à la faveur d'une grâce présidentielle. Les deux hommes ont été empêchés de participer à la présidentielle de 2019 à cause de ces condamnations. Ils ont crié à l'instrumentalisation de la justice pour les écarter, ce que nient les autorités. Ils restent engagés en politique avec l'opposition, mais restent bridés par les contraintes ou incertitudes attachées à leurs condamnations. Au sein de l'opposition, le terrain est ainsi largement occupé par Ousmane Sonko.

Remettre en selle Khalifa Sall et Karim Wade permettrait à Macky Sall "d'en finir avec le face-à-face qu'Ousmane Sonko voudrait imposer", écrit le journal le Quotidien, à l'unisson de nombreux autres.

L'initiative conforte ceux qui pensent que Macky Sall (sans parenté avec Khalifa) briguera un troisième mandat en 2024.

Le chef de l'Etat entretient le flou sur ses intentions en 2024, alors que les avis divergent sur sa légitimité à se représenter.

AFP

Energie : Des compteurs électriques et accessoires pour répondre aux besoins des usagers



Le Premier ministre par intérim, le Colonel Abdoulaye Maiga a procédé ce matin à Kambila dans la localité de Kati à la pose de la première pierre de l'unité de production de compteurs électriques et accessoires de la société Elect Afrca S.A. C'était en présence du Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau, M. Lamine Seydou TRAORÉ.

Il s'agit de la concrétisation d'un projet qui s'inscrit en bonne place dans le plan de développement du secteur de l'énergie. La couverture des besoins énergétiques de nos populations passe par la mise en symbiose de trois phases que sont la production, le transport et la distribution. Le présent projet permettra de répondre aux demandes de branchements en électricité des usagers, demandes qui augmentent de façon croissante d'un taux entre 10% et 12% par an.

La satisfaction de cette demande exige de la société EDM S.A, 60 000 compteurs par an. Ce qui expliquait que la société avait recours à des compteurs et accessoires venant d'horizons divers avec tout ce que cela comporte comme problème de maîtrise de l'outil technologique, de gestion des stocks ou de maintenance.

L'implantation de cette unité permettra à EDM SA de dire son mot sur le choix technologique qui correspond le mieux à ses besoins et donc de réduire les ruptures conjoncturelles de stocks qui nuisent à son image et pénalisent sa clientèle.

Désormais donc, EDM.SA disposera de compteurs répondant à ses besoins en tout temps et en tout lieu grâce à ce partenariat solide et mutuellement avantageux avec la société Elect Africa S.A.

Source : Ccom/ MMEE

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp: 70 44 22 23 / Email: ampikile@gmail.com

Site: www.malikile.com

Zimbabwe : Une écrivaine condamnée à la prison avec sursis pour avoir manifesté



L'auteure zimbabwéenne Tsitsi Dangarembga a été condamnée jeudi à six mois de prison avec sursis, reconnue coupable d'avoir voulu "inciter à la violence" en manifestant silencieusement avec une pancarte dans les rues vides d'une banlieue d'Harare, il y a deux ans.

Mme Dangarembga, 63 ans, connue au-delà de l'Afrique pour son roman "A fleur de peau", avait été arrêtée en pleine pandémie fin juillet 2020 alors qu'elle marchait avec une amie journaliste et une poignée d'autres manifestants, tenant dans les mains la pancarte: "Nous voulons mieux. Réformons nos institutions".

La figure féministe, présente au tribunal jeudi, avait "l'intention d'inciter à la violence" et manifesté par ailleurs "sans en avoir demandé l'autorisation", a estimé le tribunal lors d'une audience à laquelle a assisté l'AFP.

L'auteure et réalisatrice a été condamnée à six mois de prison avec sursis, assortis d'une amende équivalente à environ 200 euros. La journaliste zimbabwéenne qui l'accompagnait, Julie Barnes, a reçu la même condamnation.

A la sortie du tribunal, Mme Dangarembga a déclaré à la presse ne pas être surprise par cette décision, et précisé qu'elle fera appel.

"La liberté d'expression et la liberté de la presse sont de plus en plus réduites et criminalisées" dans le pays, a-t-elle déploré, estimant que les Zimbabwéens sont désormais traités en "sujets" et non plus en "citoyens".

Le président zimbabwéen Emmerson Mnangagwa, qui a succédé en 2017 à Robert Mugabe, est régulièrement accusé par les organisations de défense des droits de museler toute voix dissidente, notamment par des arrestations arbitraires.

Lors d'une précédente audience en août, Tsitsi Dangarembga avait démenti vouloir inciter à la violence, déclarant n'avoir parlé à aucun passant, ni à la presse lors de la manifestation. La défense a par ailleurs souligné que la manifestation n'avait pas provoqué de violence.

Mme Dangarembga avait en revanche précisé avoir brandi dans la même journée une autre pancarte réclamant la libération d'un compatriote journaliste, Hopewell Chin'ono, alors incarcéré pour des accusations similaires d'incitation à la violence.

AFP

Maroc : Arrestation d'un membre présumé de l'EI soupçonné de "projet terroriste" (police)



Un membre présumé du groupe jihadiste Etat islamique (EI), soupçonné d'être impliqué dans un "projet terroriste", a été arrêté jeudi par la police marocaine, avec la coopération des renseignements américains, a-t-on appris de source policière.

L'homme âgé de 29 ans a été interpellé à Casablanca, la mégapole marocaine, par des agents de la Direction générale de la surveillance du territoire (DGST), selon un communiqué du Bureau central d'investigations judiciaires (BCIJ).

Il a été placé en garde à vue "pour son implication présumée dans la préparation d'un projet terroriste visant à porter gravement atteinte à l'ordre public", précise le BCIJ.

Selon les premiers éléments de l'enquête, le suspect a effectué "des visites de reconnaissance pour identifier certains points de contrôle sécuritaires en vue de les attaquer et d'utiliser leurs armes de service dans des opérations terroristes", indique le communiqué.

Il a également cherché à "rejoindre des organisations terroristes, en particulier en Afrique subsaharienne et sur la scène syro-irakienne". Le 16 mai 2003, Casablanca, la capitale économique du Maroc, avait été la cible d'une série d'attentats suicide jihadistes qui avaient fait 33 morts et une centaine de blessés.

Si le royaume chérifien a été épargné ces dernières années par les violences liées aux groupes jihadistes, ses services de sécurité font régulièrement état de coups de filet antiterroristes et de projets d'attentat déjoués.

Depuis 2002, la police marocaine a démantelé plus de 2.000 cellules terroristes et interpellé plus de 3.500 personnes dans le cadre d'affaires liées au "terrorisme", selon le BCIJ.

AFP



Présidentielle au Nigeria : Quatre candidats s'engagent pour la "paix" civile

Quatre des principaux candidats à l'élection présidentielle de février 2023 au Nigeria se sont engagés jeudi à ne promouvoir aucune violence au cours des cinq mois de campagne à venir, a constaté un journaliste de l'AFP. Pays le plus peuplé d'Afrique, le Nigeria a une longue histoire de troubles et de malversations liés aux élections. En 2011, plus de 800 personnes avaient été tuées dans des violences post-électorales dans le pays. Les quatre candidats ont adhéré à un pacte "de paix", lancé par le Comité national de la paix, une initiative privée rassemblant des responsables religieux, traditionnels et de l'opinion, appelle les candidats à promouvoir une campagne pacifique. Le président de la commission électorale nationale (Ceni) Mahmood Yakubu, a déclaré dans un communiqué que "l'engagement en faveur d'une campagne électorale pacifique et axée sur les problèmes devrait résonner au-delà des candidats à la présidence". "Il ne suffit pas de signer l'accord de paix. Ce qui est plus important, c'est de respecter sa lettre et son esprit", a-t-il ajouté. Le candidat du principal parti d'opposition, le Parti démocratique populaire (PDP), Atiku Abubakar, le candidat du parti travailliste, Peter Obi, et le candidat du New Nigerian Peoples Party, Rabiou Kwankwaso, ont tous les trois signé le document lors d'une cérémonie à Abuja. Le candidat du parti au pouvoir, le Congrès des progressistes (APC), Bola Ahmed Tinubu, ancien gouverneur de Lagos, n'était pas présent à la cérémonie, mais son colistier candidat à la vice-présidence a signé le pacte en son nom.



Au total, 18 candidats à la présidence sont en lice, dont une femme. Le scrutin doit avoir lieu le 25 février.

La campagne qui s'est ouverte officiellement mercredi durera cinq mois, ce qui, selon des analystes, pourrait accentuer les batailles internes au sein des partis et aggraver les divisions dans ce pays déjà extrêmement polarisé entre un nord musulman et un sud chrétien.

Le prochain président, qui remplacera Muhammadu Buhari après ses deux mandats, prendra les rênes d'un face à d'immenses défis.

Le Nigeria traverse une grave crise économique depuis la pandémie de coronavirus, puis l'offensive russe en Ukraine, qui ont fait exploser les prix des produits alimentaires et du carburant, alors que la production pétrolière du pays ne cesse de décliner.

Outre ce marasme économique, l'insécurité y est quasi généralisée. Chaque jour, le pays est meurtri par des violences perpétrées par des groupes criminels et/ou jihadistes, et les autorités, accusées d'être parmi les plus corrompues au monde, sont incapables de les endiguer.

AFP

Le CSDM à Kouremalé : L'appel à une fédération Mali - Guinée

Du 21 au 28 septembre, Kouremalé, ville frontalière entre le Mali et la République sœur de la Guinée, a vibré aux sons de l'intégration à travers sa semaine culturelle, artistique et économique. Un projet fédérateur initié par l'artiste Salif Keita. Le Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne (CSDM), sponsor de cette première édition, était représenté par son président Mohamed Cherif Haidara, accompagné d'une forte délégation qui s'est rendue à la cérémonie de clôture de la semaine ce mercredi 28 septembre 2022.

La cérémonie de clôture de la semaine culturelle, artistique et économique de Kouremalé a été marquée par des séries d'allocutions, suivi du concert géant animé par le baobab de la musique mandingue Salif Keita.

En invité d'honneur et sponsor de la semaine, le président du CSDM, Mohamed Chérif Haidara s'est réjoui de la bonne organisation de cette semaine culturelle. Pour lui, les deux autorités de transition du Mali et de la Guinée doivent aller vers la création d'un seul État. Il a exhorté l'ensemble de la diaspora malienne à apporter son soutien pour l'accomplissement de ce projet.

« Salif Keita n'est pas seulement un chanteur, mais un visionnaire... Nous, de la diaspora malienne, nous accompagnons cette initiative. Le Mali et la Guinée ne sont pas seulement deux poumons liés, mais un cœur dans un corps. Nous sommes prêts à accompagner cette initiative.



Nous allons travailler pour accompagner ce projet. Comme vous l'aurez remarqué, lors des sanctions inhumaines, illégitimes, illégales contre le Mali, la Guinée a été le seul pays à avoir soutenu le Mali. Cela prouve à suffisance que les deux pays sont les mêmes. Pendant Ebola, le Mali aussi a été l'un des rares Etats à ne pas fermer ses frontières. Vive nos deux peuples, Vive l'intégration, Vive l'unité » a conclu le Président du CSDM.

Bokoum Abdoul Momini



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

BON A SAVOIR

■ C'EST QUOI L'ENRICHISSEMENT ILLICITE ?

L'enrichissement illicite est :

- l'augmentation substantielle du patrimoine d'un agent public sans rapport avec ses revenus légitimes, ou
- le train de vie que mène cet agent sans rapport avec ses revenus légitimes.

■ C'EST QUOI LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est la liste détaillée des revenus et des biens qui appartiennent à un agent public, transmise par cet agent aux autorités compétentes pour analyse et exploitation conformément à la loi.

■ QUI DOIT FAIRE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens concerne les personnalités suivantes : présidents d'institution, ministres et assimilés, présidents et membres des autorités administratives indépendantes, députés ou maires, autres ordonnateurs ou comptables publics, directeurs généraux, présidents d'établissement public, directeurs généraux, nationaux ou régionaux des services de l'Etat, magistrats, chefs d'état-major des armées, responsables de la passation de marchés publics, responsables des services financiers, d'assiette ou de recouvrement.

Les personnalités concernées sont environ 8 000.

■ OÙ FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

La déclaration de biens est faite auprès du président de la Cour suprême. En retour, cette autorité délivre un récépissé à l'auteur de la déclaration de biens.

■ QUELS SONT LES REVENUS ET BIENS À DÉCLARER ?

- les revenus : salaires, indemnités, primes, autres accessoires de salaires, héritages, libéralités légalement reçues ;
- les biens meubles : véhicules, meubles et bijoux de valeur, objets d'art, comptes bancaires, argent en espèces, actions, parts sociales,
- les biens immeubles : maisons d'habitation, immeubles commerciaux ou professionnels, champs, vergers, animaux, terrains nus.

Tous les revenus et biens doivent être déclarés, qu'ils soient situés au Mali ou à l'extérieur.

■ QUELLES SONT LES PIÈCES JUSTIFICATIVES DE LA DÉCLARATION DE BIENS ?

Les revenus et les biens déclarés doivent être soutenus par des pièces justificatives comme les titres fonciers, les lettres d'attribution, les concessions rurales, les concessions urbaines, les relevés de comptes bancaires, etc.

■ QUAND FAIRE SA DÉCLARATION DE BIENS ?

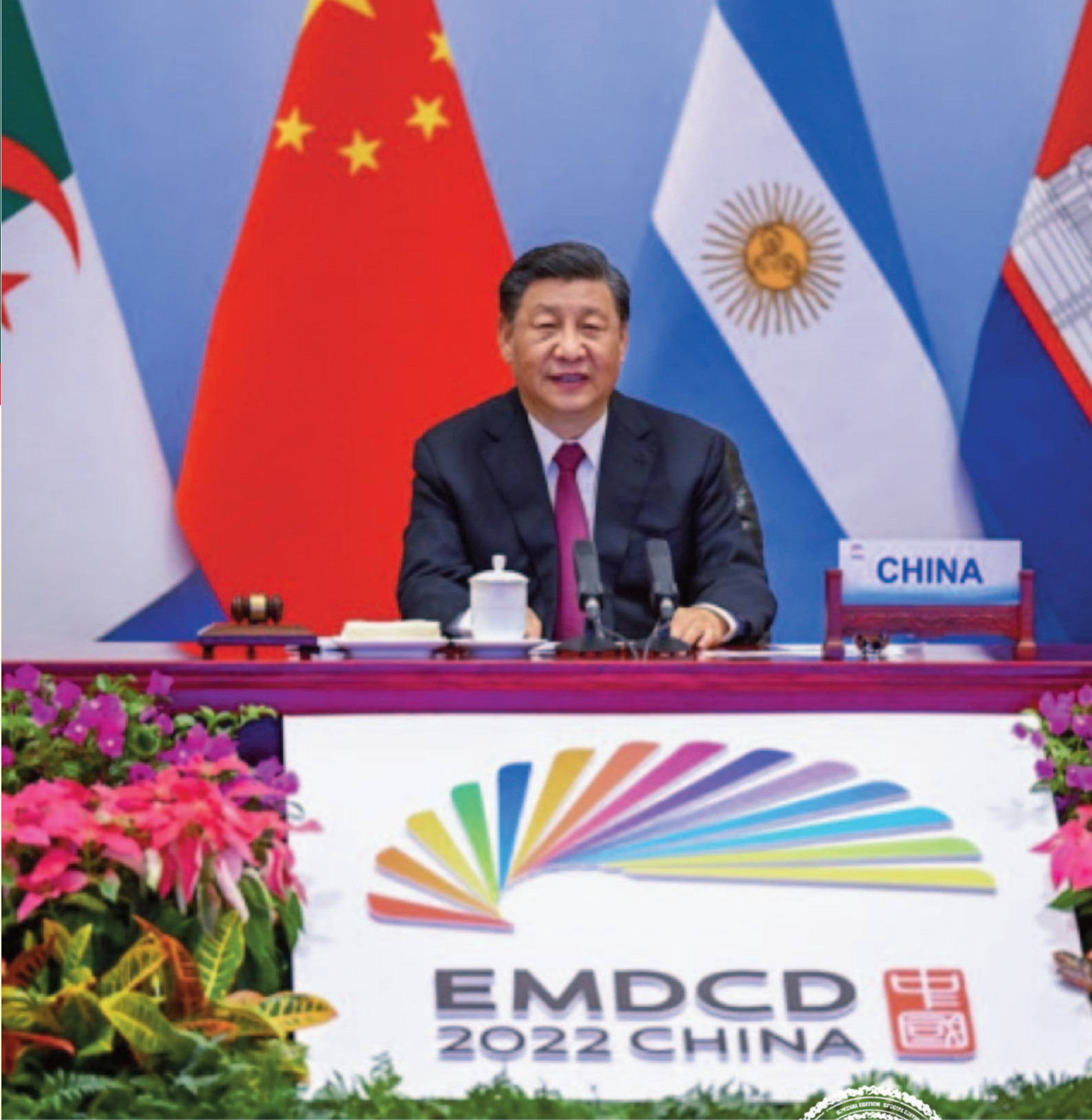
La déclaration de biens doit être faite par l'agent public concerné :

- au début de la fonction ou du mandat qui crée l'obligation de déclaration de biens ;
- chaque année, au plus tard le 31 décembre ;
- à la fin de la fonction ou du mandat.

Le formulaire de déclaration de biens est téléchargeable en cliquant

www.oclei.ml

<https://www.facebook.com/Office-Central-de-Lutte-Contre-l-Enrichissement-Illicite>



République Populaire de Chine

Célébration du 73^e anniversaire

庆祝中华人民共和国成立73周年"



Chine : Allocution de Xi Jinping au Dialogue de haut niveau sur le développement mondial

Dans la soirée du 24 juin, le président chinois, Xi Jinping, a présidé le Dialogue de haut niveau sur le développement mondial à Beijing en format virtuel. Voici le texte intégral du discours de M. Xi lors de la réunion :

BÂTIR UN PARTENARIAT DE HAUTE QUALITÉ EN VUE D'UNE ÈRE NOUVELLE DU DÉVELOPPEMENT MONDIAL



Le développement est un thème éternel de l'humanité. À la fin des années 1960, je travaillais comme paysan dans un petit village du plateau de Löss. J'ai fait moi-même l'expérience de la dureté du travail agricole et de la rigueur de la vie quotidienne qu'éprouvait la population locale. Son aspiration à une vie meilleure est restée profondément gravée dans ma mémoire. Mais quand je suis retourné dans ce village 50 ans après, j'ai trouvé un village à l'abri du besoin avec les villageois souriant de bonheur.

Comme dit un vieil adage chinois : « On n'apprend l'étiquette que lorsque le grenier est plein, et on ne saurait avoir le sens de l'honneur que lorsqu'on est bien nourri et bien vêtu. Pendant les années passées, je me suis déplacé dans des villes, des bourgs et des villages partout en Chine et j'ai visité beaucoup de pays dans le monde. J'en ai gardé une impression profonde : seul un développement continu permet de répondre à l'aspiration du peuple à une vie meilleure et à la stabilité sociale.

Depuis de longues années, les pays en développement ont déployé des efforts inlassables pour rechercher une voie de développement adaptée à leurs conditions nationales et réaliser le développement économique et social, et obtenu des résultats remarquables. Aujourd'hui, les marchés émergents et les pays en développement représentent déjà la moitié de l'économie mondiale et enregistrent des progrès notables dans les domaines scientifique, technologique, éducatif, social et culturel.

Actuellement, l'épidémie de COVID-19 sape les acquis du développement mondial obtenus au fil des décennies. La mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (Programme 2030) rencontre des obstacles. Le fossé entre le Nord et le Sud continue de se creuser. Et la sécurité alimentaire et la sécurité énergétique sont en crise. Certains pays politisent et marginalisent la question du développement, montent une « petite cour avec de hauts murs, imposent des sanctions maximales et créent la division et

la confrontation. Dans le même temps, l'aspiration des peuples du monde à la paix, au développement et à la coopération devient plus ardente, la détermination des marchés émergents et des pays en développement à rechercher l'émergence dans l'unité se raffermie, et les opportunités que génèrent la nouvelle révolution scientifique et technologique et la transformation industrielle aux différents pays s'avèrent plus vastes.

C'est une époque pleine de défis, c'est aussi une époque pleine d'espoir. Nous devons discerner la grande tendance du développement dans le monde, raffermir la confiance et agir dans la solidarité et avec détermination, pour œuvrer au développement mondial et bâtir une dynamique de développement bénéfique pour tous, équilibrée, coordonnée, inclusive et basée sur la coopération gagnant-gagnant et la prospérité commune.

Premièrement, nous devons consolider ensemble le consensus international sur la promotion du développement. Ce n'est que

lorsque tous les peuples du monde vivent une vie heureuse que la prospérité sera durable, que la sécurité sera garantie et que les droits de l'homme auront des bases solides. Nous devons placer le développement au cœur de l'agenda international, mettre en œuvre le Programme 2030, et bâtir un consensus politique pour que tous veillent au développement et que tous les pays travaillent ensemble à la coopération.

Deuxièmement, nous devons créer ensemble un environnement international en faveur du développement. Faire du protectionnisme, c'est faire du boomerang. Celui qui monte de petits cercles finira par s'isoler lui-même. Les sanctions maximales nuisent à autrui comme à soi-même. Le découplage et la rupture d'approvisionnement ne sont ni faisables ni durables. Nous devons poursuivre de tout cœur le développement et promouvoir le développement dans la solidarité, afin de construire une économie mondiale ouverte et de bâtir un système et un environnement institutionnel de gouvernance mondiale plus justes et plus équitables.

Troisièmement, nous devons créer ensemble de nouveaux moteurs de développement mondial. L'innovation est la première force motrice du développement. Nous devons favoriser les innovations scientifiques, technologiques et institutionnelles, accélérer le transfert de technologies et le partage de connaissances, promouvoir le développement des industries modernes, combler le fossé numérique et ac-

célérer la transition bas carbone, en vue d'un développement mondial plus fort, plus vert et plus sain.

Quatrièmement, nous devons bâtir ensemble un partenariat mondial pour le développement. Ce n'est que par la coopération que nous pourrions réussir de grandes et bonnes choses de portée à long terme. Les pays développés doivent remplir leurs devoirs et les pays en développement doivent approfondir la coopération. Le Nord et le Sud doivent travailler dans le même sens à bâtir un partenariat mondial pour le développement solidaire, égal, équilibré et inclusif, pour qu'aucun pays ni aucun individu ne soit laissé en arrière. Nous devons soutenir l'ONU pour qu'elle joue le rôle de coordination dans la coopération mondiale pour le développement et encourager les milieux d'affaires, les associations sociales, les médias et les think tanks à y prendre part.

Chers Collègues,

La Chine est depuis toujours membre de la grande famille des pays en développement. L'année dernière, j'ai avancé à l'Assemblée générale des Nations Unies l'Initiative pour le Développement mondial. La Chine prendra des mesures concrètes pour continuer de soutenir le Programme 2030.

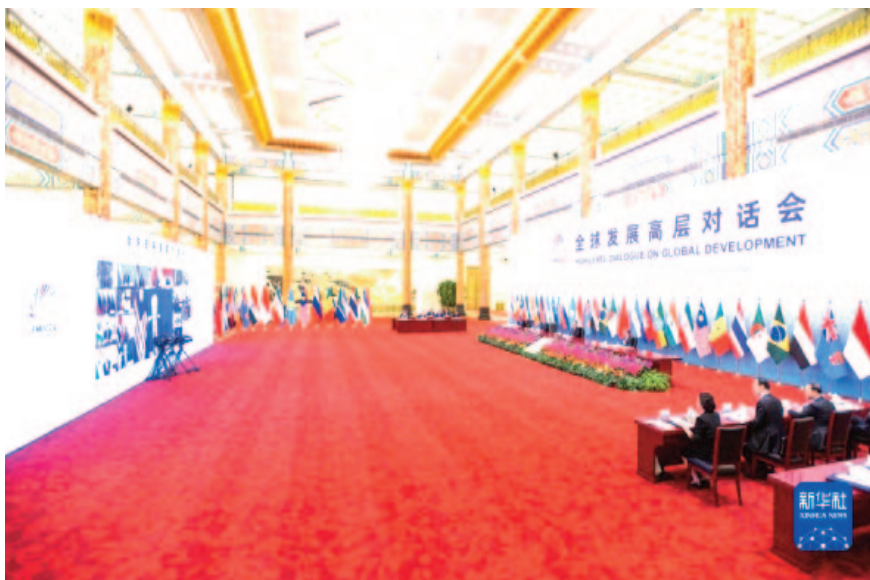
La Chine allouera davantage de ressources pour la coopération mondiale pour le développement. Nous transformerons le Fonds d'aide pour la coopération Sud-Sud en un

fonds pour le développement mondial et la coopération Sud-Sud et y apportera un milliard de dollars US supplémentaires en plus des trois milliards de dollars déjà engagés. Nous accroîtrons également nos contributions au Fonds Chine-ONU pour la paix et le développement. Ces efforts apporteront un plus grand soutien à la coopération dans le cadre de l'Initiative pour le Développement mondial.

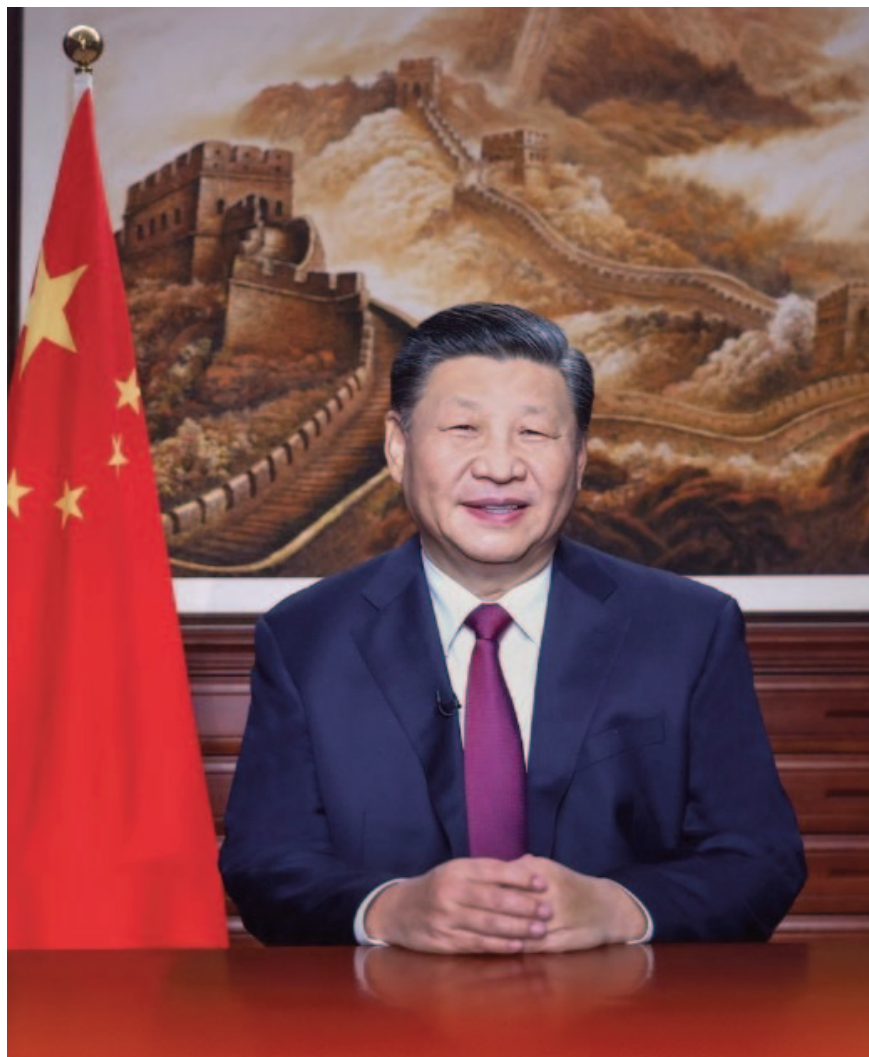
La Chine travaillera avec toutes les parties à faire progresser la coopération dans les domaines prioritaires et à mobiliser les ressources en matière de développement pour approfondir la coopération mondiale sur la lutte contre la pauvreté, renforcer les capacités de production et d'approvisionnement alimentaires et promouvoir les partenariats sur les énergies propres ; pour favoriser l'innovation, la R&D et la production conjointe des vaccins ; pour promouvoir la protection et l'utilisation durable des écosystèmes terrestre et marin ; pour renforcer la citoyenneté et les compétences numériques du public, accélérer la transformation et la montée en gamme industrielles et favoriser l'interconnexion à l'ère numérique, de sorte à apporter une nouvelle impulsion au développement de tous les pays. La Chine mettra en place une plateforme internationale d'échanges de connaissances et d'expériences sur le développement, un centre de promotion du développement mondial et un réseau de savoirs sur le développement mondial, en vue de développer des échanges d'expériences en matière de gouvernance et de promouvoir l'apprentissage et l'inspiration mutuels. Nous organiserons un forum mondial sur le développement des jeunes et prendrons part au lancement d'un plan d'action mondial pour le développement des jeunes, afin de rassembler autant que possible les forces pour la mise en œuvre du Programme 2030.

Comme dit un adage chinois : « Unis dans la même volonté, nous pouvons accomplir tout ce que nous voulons. Raffermissons la confiance, avançons main dans la main dans la bonne direction de la construction d'un partenariat de haute qualité et ouvrons ensemble une ère nouvelle de prospérité et de développement.

CCOM Ambassade de Chine au Mali



Travaillons main dans la main pour construire ensemble : Une communauté de destin sino-malienne dans la nouvelle ère



Cette année marque le 73^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine et le 62^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Mali, ainsi que le dixième anniversaire de l'entrée du socialisme à la chinoise dans la nouvelle ère. Au cours des dix dernières années, la Chine et le Mali ont activement pratiqué « l'esprit d'amitié et de coopération Chine-Afrique », promu la mise en œuvre des « Dix programmes de coopération », « Huit Initiatives majeures » et « Neuf programmes de la coopération » sino-africains, et construit conjointement une communauté de destin sino-malienne dans la nouvelle ère.

La Chine et la coopération sino-africaine dans la nouvelle ère

Depuis le 18^eème Congrès national du Parti communiste chinois en 2012, le Comité central du Parti avec le camarade Xi Jinping comme noyau a pris le relais de l'histoire et inauguré une nouvelle ère de socialisme aux caractéristiques chinoises. Depuis le début de la nouvelle ère, le Parti communiste chinois a uni et conduit plus de 1,4 milliard de Chinois à construire une société de moyenne aisance à tous égards et a historiquement résolu le problème de la pauvreté absolue. Depuis la nouvelle ère, la Chine s'est fermement classée

comme la deuxième puissance économique mondiale, le premier pays manufacturier et le plus grand pays du commerce de marchandises. Depuis la nouvelle ère, le PIB de la Chine a dépassé la barre des 100 000 milliards de yuans et le PIB par habitant a dépassé 10 000 dollars américains pendant trois années consécutives (12 000 dollars américains en 2021). Surtout depuis le déclenchement de la COVID-19, le Parti communiste chinois en accordant toujours la priorité au peuple et à la vie humaine a coordonné efficacement la lutte contre l'épidémie de COVID-19 et le développement économique et social, de façon à protéger au maximum la vie et la santé de la population et à obtenir des réalisations majeures dans le développement économique et social. Le peuple chinois s'est déjà fait vacciner gratuitement plus de 3,4 milliards de doses, construisant une barrière immunitaire solide.

Depuis la nouvelle ère, le président Xi Jinping a attaché une grande importance au développement des relations sino-africaines et mis en avant une série de réalisations théoriques majeures, y compris les principes de sincérité, de résultats effectifs, d'amitié et de bonne foi et de recherche du plus grand bien et des intérêts partagés, le Principe des "cinq non" (ne pas s'ingérer dans la recherche des pays africains d'une voie de développement adaptée à leurs conditions nationales ; ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures africaines ; ne pas imposer notre volonté à l'Afrique ; ne pas assortir nos aides à l'Afrique de conditions politiques quelconques ; et ne pas poursuivre des intérêts politiques égoïstes dans notre coopération en matière d'investissement et de financement avec l'Afrique) et l'Esprit d'amitié et de coopération Chine-Afrique (l'amitié sincère et l'égalité, le bénéfice mutuel et le développement commun, l'équité et la justice, les progrès en phase avec notre époque, l'ouverture et l'inclusion). Ces théories ont indiqué la direction et fourni des lignes directrices fondamentales pour la coopération de la Chine avec l'Afrique



dans la nouvelle ère. En 2015, 2018 et 2021 se sont tenus consécutivement avec succès le Sommet de Johannesburg, le Sommet de Beijing et la Conférence ministérielle de Dakar du Forum sur la coopération sino-africaine où le Président XI Jinping a proposé respectivement « Dix programmes de coopération », « Huit Initiatives majeures » et « Neuf programmes de la coopération » sino-africains qui ont esquissé un plan et indiqué une voie pour la coopération pragmatique entre la Chine et l'Afrique.

Construire ensemble une communauté de destin sino-malienne

La Chine et l'Afrique partagent des expériences historiques similaires, des luttes communes

et des tâches de développement communes. Lors de sa visite en Afrique en 2013, le Président XI Jinping a souligné que « la Chine et l'Afrique sont une communauté de destin depuis toujours ». Et il a proposé « la construction d'une communauté de destin sino-africaine plus étroite » et « la construction d'une communauté de destin sino-africaine dans la nouvelle ère » respectivement en 2018 et 2021. Les relations sino-maliennes ont toujours été un modèle d'amitié et de coopération pragmatique Chine-Afrique, et la communauté de destin sino-malienne dans la nouvelle ère est à l'avant-garde de la communauté de destin sino-africaine dans la nouvelle ère.

1. Confiance politique mutuelle. Depuis l'établissement des relations diplomatiques il

y a 62 ans, la Chine et le Mali se sont toujours respectés et traités sur un pied d'égalité, se sont fermement soutenus dans la sauvegarde de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale, et se sont toujours soutenus et ont coopéré sur des questions concernant les intérêts et préoccupations majeures de chacun, formant une confiance politique mutuelle de haut niveau. La partie chinoise soutient fermement la partie malienne dans le choix indépendant d'une voie de développement basée sur la volonté du peuple et ses propres conditions nationales. La partie malienne soutient fermement le principe d'une seule Chine et le développement de la cause des droits de l'homme en Chine. Les deux parties s'unissent pour défendre les intérêts communs des pays en développement et sauvegarder l'équité et la justice de la communauté internationale.

2. Communauté de la santé commune. La Chine et le Mali ont toujours été une communauté de la santé commune. La Chine a dépêché en 1968, la première équipe médicale chinoise composée de 22 personnes, sur le terrain malien. Jusqu'à présent, la Chine a envoyé 28 équipes médicales avec un total d'environ 900 médecins et infirmiers au Mali. En septembre 2011, l'Hôpital du Mali, financé par le gouvernement chinois, a été inauguré et mis en opération. Il est devenu le premier hôpital général d'Afrique offert par la Chine où travaille l'équipe médicale chinoise au Mali. En décembre 2019, le premier atelier Luban sur la médecine traditionnelle chinoise au monde a été créé à Bamako, marquant une étape importante dans la coopération sino-malienne en matière de médecine traditionnelle chinoise. Suite à l'apparition de la pandémie de la Covid-19 au Mali, la Chine a fait don au Mali de plusieurs lots de matériel antiépidémique et de plus d'un million de doses de vaccins. De plus, la Chine a annoncé qu'elle offrira encore plus de 6 millions de doses de vaccins en faveur du Mali, dont le premier lot de 300 000 doses sera livré en octobre prochain.

3. Coopération gagnant-gagnant. Dans sa coopération économique et commerciale avec le Mali, la Chine ne s'engage jamais dans un jeu à somme nulle, mais partage ses expériences de développement et recherche le développement commun. Après l'indépendance du Mali, la Chine a aidé le Mali à construire des usines dans les secteurs du thé, de la sucrerie et du textile, ce qui a fait une contribution importante au développement du système industriel du Mali dans les premières années de son indépendance. Ces dernières années, la coopération sino-malienne entre dans une nouvelle phase d'amélioration de haute qualité et de grande vitesse. D'autant plus que de nombreux projets d'infrastructures pour le bien-être du peuple ont été réalisés l'un après l'autre dans le pays : le Stade du 26 Mars, le Centre international des Conférences de Bamako (CICB), le 3^e Pont de Bamako, la Cité universitaire de Kabala, le Centre de formation professionnelle, etc. Les nouveaux projets tels que la Centrale hydroélectrique de Gouina, le projet de la Cité universitaire de Kabala (phase II), le projet pilote de l'électrification des villages par l'énergie solaire devraient être achevés cette année. Par ailleurs, la Chine a

accordé également une grande importance au bien-être du peuple malien. Elle a mis en place un grand nombre de projets « à court terme et rapides » comme la construction des marchés communautaires, des clôtures d'écoles et de terres agricoles et des petits hôpitaux de maternité au Centre du Mali ainsi que le forage des puits et la construction des bâtiments scolaires et de postes de santé à Bamako. Ces projets visent à aider la population locale à résoudre les problèmes fondamentaux tels que l'accès à l'eau potable, à la scolarisation et aux soins médicaux, afin que la coopération pragmatique bilatérale puisse bénéficier à davantage de la population malienne.

4. Co-prospérité culturelle. La Chine et le Mali sont tous des pays de vieille civilisation. Les cultures traditionnelles des deux pays contiennent des esprits humanistes et des concepts moraux similaires. La partie chinoise a toujours attaché une grande importance aux échanges humains et culturels entre les deux pays. Depuis 1965, le gouvernement chinois a offert à plus de 2 000 étudiants maliens l'opportunité d'aller étudier en Chine. La Classe Confucius du Lycée Askia Mohamed et l'Institut Confucius de l'Université des Sciences Humaines de Bamako ont formé un grand nombre de talents en langue chinoise pour la société malienne. Parmi eux, 98% des premiers diplômés de l'Institut Confucius ont réussi à trouver un emploi dans des entreprises chinoises au Mali. En 2020, l'Ambassade de Chine au Mali a officiellement lancé la « Bourse d'Ambassadeur de Chine », donnant ainsi l'aide financière à, jusqu'à présent, près de 200 étudiants excellents issus de familles en difficulté. De plus, l'Ambassade organise souvent des concours de rédaction, de photographie, d'arts martiaux et de football dénommés « Coupe d'Ambassadeur de Chine », ce qui rapproche constamment les jeunes maliens et la Chine.

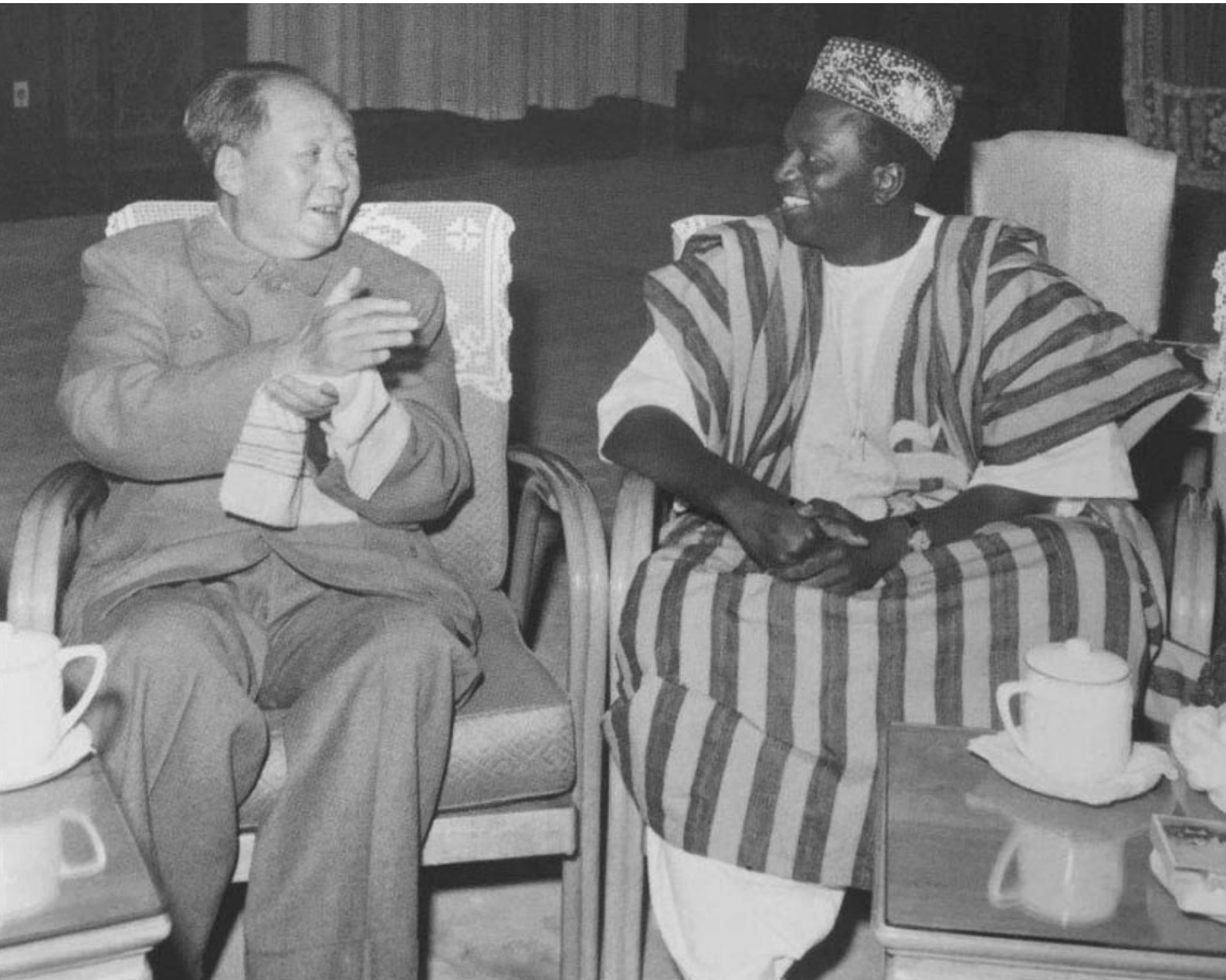
5. Sécurité commune. La réalisation de la paix durable et de la sécurité universelle est une aspiration commune des peuples chinois et africain. Le président Xi Jinping a lancé au début de cette année l'Initiative pour la Sécurité mondiale, marquée par le concept de la sécurité commune, globale, coopérative et durable, soulignant que le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays constitue une condition élémentaire pour

maintenir la paix mondiale. La participation de la Chine aux affaires de paix et de sécurité du Mali est basée sur le plein respect de la volonté de l'État malien, la non-ingérence dans les affaires intérieures du Mali et le respect des principes fondamentaux des relations internationales, et a efficacement aidé le Mali à améliorer sa situation sécuritaire. Depuis 2013, la Chine a successivement envoyé dix contingents de maintien de la paix au Mali dans le cadre de l'ONU, soit un total de près de 4 000 casques bleus, contribuant au maintien de la paix et de la stabilité du Mali par des actions concrètes.

Perspectives de développement de la communauté de destin sino-malienne dans la nouvelle ère

Le 16 octobre, le Parti communiste chinois tiendra son 20^e Congrès national. Il s'agit d'un congrès très important qui se tient à un moment critique où la Chine s'embarque dans un nouveau voyage de construction à tous égards d'un pays socialiste moderne et marche vers la réalisation du deuxième objectif centenaire. Il insufflera également une nouvelle vitalité à la construction de la communauté de destin sino-malienne dans la nouvelle ère. Au cours de ce nouveau voyage, la Chine continuera de défendre les principes de sincérité, de résultats effectifs, d'amitié et de bonne foi et de recherche du plus grand bien et des intérêts partagés, de pratiquer l'Esprit d'amitié et de coopération sino-africaine, de consolider davantage l'amitié sino-malienne et de promouvoir activement la mise en œuvre de l'Initiative de développement mondial, de l'Initiative de sécurité mondiale et des « Neuf programmes de la coopération sino-africaine ». La Chine et le Mali travaillent main dans la main pour construire ensemble une communauté de destin sino-malienne et une communauté de destin sino-africaine plus étroites dans la nouvelle ère.

S.E.M. CHEN Zhihong
Ambassadeur de Chine au Mali



1er octobre 2022, 25 octobre 2022 : La république populaire de chine a 73 ans et les relations diplomatiques sino-maliennes ont 62 ans

Il y a des événements d'une symbolique si forte qu'ils sont classés historiques dans l'évolution des peuples qui s'y retrouvent souvent dans une parfaite communion. Le

mois d'Octobre 2022 réserve trois événements de cette catégorie. Ils s'avèrent d'une importance si hautement significative dans l'histoire des peuples Chinois et Maliens, que les deux

parties les marquent solennellement du sceau de l'amitié sincère devenue fraternité, les gravant pour toujours en lettres d'or dans les annales de leur histoire commune, mais aussi de celle de l'humanité tout entière. En ce mois d'Octobre 2022, Chinois, Maliens et Amis de la Chine à travers le monde célèbrent l'anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine. Les Chinois et les Maliens se retrouvent comme en famille pour célébrer ensemble l'anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine nouvelle et le Mali nouveau. Deux Nations que des milliers de kilomètres séparent, mais que les péripéties similaires vécues dans le passé et les engagements des premiers dirigeants ras-

semblent. La Chine et le Mali ont chacun « une longue histoire et une civilisation brillante en Asie et en Afrique ». Ils sont des descendants de grands empires : l'empire du milieu avec de célèbres dynasties comme celles des Han (206 BC-220AD), des Tang (617-907), des Song (960-1280), des Ming (1364-1662)... ; l'empire du Mali dans l'Ouest du continent Africain, terre des célèbres Royaumes Bamanan de Ségou, Peulh du Macina, Songhoï de Gao... Ils ont produit des civilisations qui ont marquées l'histoire de l'humanité par leur excellence dans tous les domaines : l'organisation étatique, l'économie, le commerce, la culture, les sciences, etc... Les deux pays ont subi les affres des dominations coloniales. Ils ont acquis leurs souverainetés suite à la détermination de grands dirigeants visionnaires, courageux patriotes : Chairman Mao Zedong, Modibo Keita et leurs illustres compagnons. Les Chinois et les Maliens suivront dans la ferveur et l'enthousiasme le 20^{ème} Congrès du Parti Communiste Chinois (PCC), autre grand événement de ce mois, octobre 2022.

Le 1er Octobre 2022 marque l'anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine. **1er Octobre 1949 - 1er Octobre 2022** : la Chine a 73 ans. 73 années au cour des-

quelles, il a fallu tout d'abord asseoir l'indépendance et la souveraineté d'un pays semi-féodal, pauvre, meurtri, arriéré, puis consolider son unification et le placer sur la rampe du développement et du renouveau. Les 73 années de la Chine nouvelle sont 73 années d'engagement patriotique sous la direction du Parti Communiste Chinois avec un leadership exemplaire de cinq générations de patriotes émérites : Chairman Mao Zedong, Deng Xiaoping, Jiang Zemin, Hu Jintao et Xi Jinping, le porte flambeau des héros de la longue marche. Les 73 ans de la Chine sont aussi des années de travail acharné pour réaliser avec brio de hautes œuvres que l'histoire de l'humanité n'avait jamais enregistrées auparavant en un si laps de temps ; des œuvres, qualifiées de grandioses, titaniques, pharaoniques et enfin de véritables miracles humains, « le miracle chinois ».

Ce 73^{ème} anniversaire de la Chine a lieu à un moment où une forte tension prévaut sur la scène internationale. Le « monde parcourt le chaos ». Les allégations mensongères, les provocations de toutes sortes sont devenues l'exercice quotidien de puissances impérialistes dans le but de créer les conditions propices pour freiner la marche de la Chine vers

le développement. Le monde doit se convaincre qu'au jour d'aujourd'hui, rien ne peut entraver la marche glorieuse de ce grand peuple résolument engagé sur la voie du renouveau national.

En ce 1er Octobre 2022, le peuple chinois s'accordera un moment de fête, mais aussi un moment de recueillement, d'introspection et de projection sur le futur. Hommage sera rendu aux martyrs, aux héros de la longue marche, à ceux qui se sont sacrifiés pour que le soleil en ce grand jour brille pour tout le peuple. Avec une grande émotion, le pays exprimera sa reconnaissance envers tous ceux qui ont bravé la souffrance, les dangers de toutes sortes et les intempéries pour hisser haut le drapeau rouge-sang aux cinq étoiles dorées, au firmament des grandes nations du monde. Depuis 73 ans, l'infatigable peuple multiethnique, pacifique chinois poursuit sans relâche sa quête de la paix et la prospérité pour lui-même et pour tous les peuples du monde. En ce jour historique, le peuple Chinois se remémore Chairman Mao Zedong debout sur la place Tiananmen à Beijing, proclamant dans un immense discours l'indépendance de la République Populaire de Chine sous la clairvoyance du Parti Communiste Chinois. Dans





年 10 月 1 日下午 3 时，首都 30 万军民齐集天安门广场隆重举行开国大典。在国歌声中，毛泽东主席向全世界庄严宣告：“中华人民共和国中央人民政府已于本日成立了”。

son mémorable discours, Mao Zedong a déclaré, je paraphrase : « Une fois la destinée de la Chine, dans les mains du peuple, le peuple Chinois verra la Chine pareille au soleil levant, éclairer de ses rayons tout son territoire, asséchant rapidement les mares boueuses...Les blessures de la guerre seront guéries...Nous bâtirons, non seulement nominalement mais dans la réalité une République Populaire de Chine entièrement nouvelle, forte et prospère... ». Le rêve de chairman Mao pour le peuple chinois était ainsi clairement décliné. Les grands peuples font les grands hommes. Les grands hommes dessinent les rêves des grands peuples. Ils réalisent lesdits rêves pour l'amour et le bonheur des peuples, écrivant ainsi les pages glorieuses de l'histoire des grands peuples. Chairman Mao a décliné son rêve, celui du grand peuple chinois. En cette année 2022, le Président Xi Jinping, noyau central du Parti Communiste Chinois est en train d'assurer la réalisation du rêve-prédiction de Mao Zedong. Il s'agit du renouveau de la Nation chinoise.

Il serait fastidieux de tenir en un article la liste des hautes œuvres réalisées par le peuple chinois durant les 73 années écoulées. Dans le secteur des infrastructures les réalisations sont colossales : plus de 30 mille kilomètres de chemin de fer pour trains à grande vitesse

représentant près des 2/3 de l'ensemble de kilométrage mondial, numéro un mondial avec plus de 150.000 kilomètres d'autoroute, le plus grand aéroport au monde de Beijing Danxing, etc... premier importateur, premier producteur, premier pays d'accueil des investissements et premier pays fournisseur de touristes. La Chine contribue à la croissance économique mondiale à raison de 30% depuis des années. Selon le FMI, la richesse nationale s'élève à plus de 16.407 milliards de dollars. La Chine a construit le plus grand système de sécurité sociale et le plus grand réseau des soins médicaux au monde et une stabilité sociale constante. Elle a réussi l'éradication complète de la pauvreté absolue au sein d'une population de plus d'1,4 milliard d'habitants, dix ans avant la date indiquée, accomplissant ainsi les objectifs de réduction de la pauvreté selon le « programme de développement durable à l'horizon 2030 » des Nations Unies. La Chine contribue pour près de 70% à la réduction de la pauvreté dans le monde. Le pays a créé un modèle de développement unique en son genre avec le reste du monde. La liste n'est pas exhaustive. L'objectif du premier centenaire a été largement atteint. Il s'agit de la réalisation en Chine, d'une société de moyenne aisance sur tous les plans.

Le peuple chinois a fait corps avec le PCC et

son Secrétaire Général sur la voie du socialisme aux caractéristiques chinoises, faisant entrer le pays dans une ère de prospérité dont tous s'accordent le partage sous l'initiative du Président Xi Jinping. La « prospérité commune » est une politique de « réforme profonde » et de retour aux « intentions initiales » du Parti communiste Chinois pour tous. Elle porte sur la moralisation du monde des affaires et le nivellement de la société par le partage de la prospérité acquise au prix des efforts de tout le peuple.

Au plan international le Président Xi exprime constamment l'attachement de la Chine au multilatéralisme, à la paix et au développement partagé, à la construction d'une communauté de destin pour l'humanité. Il a récemment déclaré : « La Chine est et restera un artisan de la paix mondiale...La réussite d'un pays ne signifie pas forcément qu'un autre pays doit échouer...Le monde peut parfaitement admettre la réussite et la croissance simultanées de chaque pays. Il nous faut persévérer dans le dialogue et non dans la confrontation, embrasser et non exclure, construire et se respecter les uns les autres, dans l'équité et la justice, nourrir des relations internationales fondées sur la coopération pour le bénéfice commun, élargir nos points de convergence pour dessiner le cercle le plus grand possible ».

Personne ne doute désormais de la montée en puissance de la Chine. Les spécialistes révèlent presque chaque jour les impressionnantes capacités militaires, les innovations technologiques, l'extraordinaire puissance de l'économie chinoise dont la croissance ou le refroidissement sont capables d'entraîner la planète entière à la hausse ou à la baisse. La réalisation de l'objectif du deuxième centenaire est en point de mire à l'horizon 2049, 100ème anniversaire de la République Populaire de Chine. Il s'agit de faire de la Chine « un pays socialiste moderne, prospère, puissant, harmonieux et hautement civilisé ».

Au peuple Chinois, "Guo Qing Kualè", bonne fête nationale.

Le 16 Octobre 2022 se tiendra le 20ème Congrès National du Parti Communiste Chinois à Beijing, un évènement majeur de la gouvernance de la Chine. Ce congrès a été convoqué par la Sixième Session du Parti Communiste Chinois. Cette importante Session a relevé qu'un examen des principales réalisations et

de l'expérience historique du Parti au cours du siècle dernier était nécessaire aux fins de : « commencer un nouveau voyage pour construire un pays socialiste moderne à tous égards dans le contexte historique du centenaire du Parti; maintenir et développer le socialisme aux caractéristiques chinoises dans la nouvelle ère; renforcer la conscience de la nécessité de maintenir l'intégrité politique; renforcer la confiance dans la voie, la théorie, le système et la culture du socialisme aux caractéristiques chinoises ; maintenir résolument la position centrale du camarade Xi Jinping au sein du Comité Central et du Parti dans son ensemble et défendre l'autorité du Comité Central et sa direction centralisée et unifiée pour garantir que tous les membres du Parti agissent à l'unisson; Unir et conduire le peuple dans ses efforts continus pour réaliser le rêve chinois de renouveau national ».

Depuis sa fondation en 1921, le PCC a mis en avant le rôle central du peuple. Il a fait des « aspirations du peuple à une vie meilleure l'objectif principal de sa lutte. Il allie étroitement la théorie marxiste avancée et les pratiques concrètes de la Chine ». A cet égard Xi Jinping déclare : « Il faut toujours faire de l'aspiration du peuple à une vie meilleure l'objectif de notre lutte et continuer à avancer vaillamment avec une détermination sans failles vers ce but grandiose qui est la réalisation du grand renouveau de la nation chinoise ». C'est ainsi que le Parti Communiste Chinois « conduit le peuple chinois dans la voie du socialisme à la chinoise adaptée au courant de notre époque ». Ce XX^e Congrès du PCC marquera sans nul doute une autre étape importante de l'évolution de la Chine, notamment pour les cinq prochaines années.

Le 25 Octobre 2022 marque le 62^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre la République Populaire de Chine et la République du Mali. Dans un contexte de changements profonds et d'adversité sur la scène internationale, les Chinois et Maliens se retrouveront ensemble comme en famille, afin de renforcer davantage l'amitié Sino-malienne dans la nouvelle ère. La qualité de la collaboration entre les deux pays dans les différents domaines de la diplomatie, du développement et de la sécurité est propice à l'évolution d'une coopération stratégique globale. Pour mémoire, le 22 septembre 1960, le Président Modibo Keita proclamait l'indépen-

dance de la République du Mali. Un mois après cette proclamation, le Président Malien, Ministre des Affaires Etrangères invite l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine en République de Guinée Conakry. Les deux parties signent à Bamako les documents par lesquels le Mali reconnaît solennellement la seule et unique République Populaire Chine. Le 25 Octobre 1960 les échanges de missions diplomatiques concrétisent l'acte diplomatique posé. En Novembre 1964, après la visite du Premier ministre Chinois Zhou Enlai au Mali, le Président Modibo Keita effectue une visite officielle en Chine. A cette occasion les deux pays procèdent à la signature du « Traité d'Amitié Chine-Mali ». Depuis, le Mali et la Chine témoignent constamment de leur soutien et solidarité mutuels. Ils sont fermement attachés à la souveraineté, à l'intégrité territoriale, à la paix à la stabilité et à l'unité nationale.

Fidèle à son engagement exprimé par Zhou Enlai en 1964, la Chine a activement contribué à la construction du socle de l'économie malienne. Elle a réalisé plusieurs unités industrielles, sociétés et entreprises à travers le Mali. Les programmes d'ajustement structurels imposés aux pays Africains par les puissances occidentales, ont sapé le progrès de l'économie du Mali et brisé l'élan de développement imprimé par la coopération chinoise. En 2010, à l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de l'indépendance du Mali et de l'établissement des relations diplomatiques entre les deux pays, la Chine a manifesté son amitié en offrant au Mali à titre de don, le pont de l'Amitié Sino-malienne, une infrastructure dont la ville de Bamako avait tellement besoin. Ni le temps ni les péripéties internes (notamment au Mali) ou sur la scène internationale n'ébranlent l'amitié Sino-malienne. En parlant de l'amitié sincère, il nous vient à l'esprit cette déclaration du Président Amadou Toumani Touré lors d'une interview qu'il a accordée à la Télévision Nationale du Mali (ORTM), à l'occasion de la célébration de la fête nationale, le 22 septembre 2020, je paraphrase : « Je ne saurais assez remercier la Chine pour tout ce qu'elle fait pour le Mali. Tout ce que je demande à ce pays, il me l'accorde... Finalement j'ai arrêté de le solliciter ». Dans les domaines de l'éducation et de la culture la coopération Sino-malienne s'inscrit en droite ligne de l'adage Chinois selon lequel : «

il est appréciable de donner du poisson à un ami, mais il est préférable de lui apprendre à pêcher ». Depuis 1965, la Chine met en œuvre un véritable programme de formation qui a permis à des milliers de maliens d'accéder à la connaissance à la faveur de bourses du Gouvernement Chinois. La Chine a formé plus de 2.000 maliens dans divers domaines. L'Université de Kabala, la plus grande infrastructure universitaire réalisée par la Chine en Afrique de l'Ouest, demeure un symbole de la fructueuse coopération Sino-malienne. Dans le cadre de la lutte contre la COVID-19 la Chine a fourni une aide vaccinale importante au Mali par les canaux bilatéraux et multilatéraux. Le premier don a porté sur 835.200 doses de vaccins SINO-VAC à travers l'initiative COVAX. A ce jour la donation de la Chine représente plus de 50% de nombre total des vaccins contre le COVID-19 reçus par le Mali.

Fermement attachée à la paix, à la sécurité et à l'intégrité du Mali, la Chine contribue avec près de 400 soldats au sein de la Mission des Nations Unies pour le maintien de la paix au Mali (MINUSMA). Ces soldats de la paix qui sont déployés dans les régions du nord du pays ont la bonne réputation de porter régulièrement assistance aux populations locales en menant souvent des opérations de soins médicaux, en réalisant des travaux d'intérêt publique. Leurs actions ont suscité l'admiration des populations et la reconnaissance des hautes autorités du Mali, qui leur ont attribuées des distinctions honorifiques en Février 2020.

Dans le cadre du Forum sur la Coopération Sino-africaine, de l'« Initiative la Ceinture et la Route », les deux pays œuvrent ensemble pour permettre au Mali d'engranger le maximum de succès dans les 9 programmes proposés par le Président Xi Jinping lors de la Huitième Conférence ministérielle du FOCAC, tenue à Dakar, Sénégal les 28 et 29 novembre 2021. A cet égard l'Ambassadeur de Chine au Mali, M. Chen Zhihong, est constamment à pied d'œuvre pour la concrétisation des aspirations de la partie malienne.

Prof. Yoro DIALLO
Chercheur Principal / Directeur Exécutif
du Centre d'Etudes Francophones
Directeur du Musée Africain,
Institute of African Studies, Zhejiang
Normal University

La Coopération Chine-Mali dans le domaine de l'Éducation et les Nouvelles Perspectives de l'Initiative : “la Ceinture et la Route”



Le 1er Octobre 1949, le Parti Communiste Chinois dirigé par Mao Zedong proclamait la naissance de la République Populaire de Chine et Tchang Kai-chek se réfugiait sur l'île de Taïwan avec ce qui restait de ses troupes. Cela créera, plus tard le problème Taïwan.

La République Populaire de Chine est donc partie pratiquement de zéro, avec une économie en plein chaos car Tchang Kai-chek s'était approprié toutes les réserves d'or du pays. Avec la prise de pouvoir par les communistes, la Chine a commencé un virage radical et nouveau de son histoire millénaire.

Depuis l'adoption par le XIX^e Congrès du PCC de la pensée de Xi Jinping la République Populaire de Chine ne cesse de marquer des pas de géant dans la conduite de ce grand pays millénaire.

La Chine ne postule pas à une hégémonie mondiale mais à la construction d'une communauté de destin partagé pour l'humanité. Comme le Président Xi Jinping ne cesse d'affirmer que “l'avenir de chaque nation et de

chaque pays est étroitement lié à celui des autres nations et pays et que nous devons partager bonheurs et malheurs pour réaliser l'harmonie planétaire”.

Le XX^e Congrès du PCC qui s'ouvre le mois prochain à Beijing va continuer le processus de construction de cette communauté de destin partagé pour l'humanité et sera être couplé au grand renouveau de la nation chinoise.

L'année 2022 symbolise le soixante-deuxième anniversaire de la coopération entre la Chine et notre pays le Mali qui d'ailleurs a adhéré à l'Initiative “la Ceinture et la Route”, la grande vision du président Xi Jinping qui n'a jamais cessé de dire **“si nos cadres dirigeants aspirent au progrès, si notre parti cherche à progresser, si notre pays veut progresser, si notre nation désire progresser, nous devons encourager l'étude, persister dans l'étude, l'étude et toujours l'étude! persistons dans la pratique, la pratique et toujours la pratique !”** [Compter sur l'étude pour avancer vers

L'avenir, Xi Jinping 2013, La Gouvernance de la Chine].

Cette montée en puissance indéniable de la Chine, elle le doit sans conteste à son système éducatif qui reste l'un des plus performants au monde, et donc notre pays le Mali, qui aujourd'hui doit réaliser son rêve du Nouveau Type de Malien, “le Mali Koura” doit s'en inspirer pour réussir son décollage global.

Trois postulats éducatifs s'imposent nécessairement pour comprendre la montée en puissance actuelle de la Chine :

-La tradition millénaire de valorisation de l'éducation et de respect des éducateurs, « respect the teacher, value the teaching » que le sage Confucius (551-479 BC) a continué dans un humanisme authentique à base de piété, de raison, d'éthique personnelle mais surtout de courtoisie, de modestie, de respect des autres ;

Notre jeunesse a besoin aujourd'hui de développer ces valeurs morales supérieures ;

-L'importance stratégique accordée à l'enseignement supérieur et à la recherche scienti-

fique et technologique au service de la patrie et de la nation qui sont aussi des valeurs sacrées.

L'enseignement supérieur reste la locomotive de l'économie et de la société **comme le Président Xi Jinping le paraphrase:**

Faire de la Chine une puissance en termes d'éducation est une oeuvre fondamentale pour réaliser le grand renouveau de la nation chinoise. L'éducation doit rester l'une de nos priorités.

Nous travaillerons à perfectionner le système de formation et d'enseignement professionnels, à approfondir l'intégration entre la production et l'enseignement, ainsi qu'à renforcer les partenariats entre les établissements d'enseignement et les entreprises. Des efforts seront engagés pour accélérer l'édification d'universités et de disciplines de premier rang, et réaliser un développement qualitatif de l'enseignement supérieur.

Nous renforcerons la formation des enseignants sur le plan de la moralité et de

l'éthique professionnelle pour faire émerger un corps enseignant hautement compétent et renforcerons le sentiment de respect à l'égard des enseignants et de l'éducation au sein de la société. De plus, nous mènerons à bien la formation continue. Notre objectif est d'accélérer l'édification d'une société attachée à l'étude et d'élever sensiblement les qualités des citoyens sur les plans moral et intellectuel. "(La Gouvernance de la Chine (III), page 52 à 53, Editions en Langues Etrangères 2021)

Lors du Sommet de Beijing du FOCAC en 2018, le Président chinois Xi Jinping a annoncé la mise en oeuvre des « Huit Initiatives majeures » avec l'Afrique que sont l'initiative pour la promotion industrielle, l'initiative pour l'interconnexion des infrastructures, l'initiative pour la facilitation du commerce, l'initiative pour le développement vert, l'initiative pour le renforcement des capacités, l'initiative pour la santé, l'initiative pour les échanges humains et culturels, et l'initiative pour la paix et la sécurité.

Poursuivant et renforçant les mêmes objectifs la 8e Conférence ministérielle du FOCAC des 29 et 30 novembre 2021 à Dakar au Sénégal a adopté le Plan d'Action de Dakar (2022-2024) et a avancé « Neuf programmes de la coopération » sino-africains tout en affirmant leur satisfaction pour les avancées concrètes dans la réalisation des "Huit Initiatives Majeures".

QUEL PARTENARIAT ENTRE LA CHINE ET LE MALI ?

C'est pourquoi le Mali a besoin de développer avec la Chine un nouveau partenariat stratégique pour reformer l'enseignement supérieur et la recherche à travers des programmes de formation bien ciblés comme les boursiers d'excellence, les échanges interuniversitaires, le renforcement de la présence chinoise dans la coopération en matière d'enseignement supérieur et de formation des ressources humaines.

Il ne sert à rien de défoncer une porte déjà ouverte, l'éducation est la clé du développement et le miracle chinois n'a pas d'autre secret.

L'enseignement supérieur basé sur le retour de la méritocratie a un grand rôle à jouer dans la formation du leadership et de la conscience citoyenne, comment faire pour que les professeurs, ingénieurs, technocrates, entrepreneurs etc. ne fuient pas le pays, aussitôt diplômés ? Comment empêcher le chômage massif des jeunes ?

Les réformes économiques actuelles sous la houlette du président Xi Jinping visent à faire de la Chine un des moteurs de l'économie internationale et l'enseignement supérieur est l'outil privilégié pour réussir cette réforme.

L'enseignement supérieur doit être adapté aux besoins du développement socio-économique, à la demande du marché du travail et surtout il devra aider à l'émergence d'une gouvernance compétente et patriotique au sommet de l'État.

L'État s'occupera du rôle d'orientation de supervision de coordination d'évaluation et de l'accréditation de tout le système d'enseignement privé.

Déjà l'urgence s'impose de maîtriser les flux au secondaire, de professionnaliser les filières de formation et de développer l'enseignement supérieur professionnel court.

Avec la République Populaire de Chine la coopération sera axée sur les points suivants :





- Appuyer la modernisation de l'enseignement supérieur et de la recherche par la formation des cadres et des chercheurs experts ;
- Appuyer l'informatisation du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche en connectant le Mali aux défis de la mondialisation, ce qui demeure entre autres, l'un des objectifs du Projet Mali Numérique ;
- Appuyer la formation des cadres dans le secteur agro-industriel ;
- Appuyer l'enseignement de la langue chinoise et la promotion des cultures chinoise et malienne avec les langues nationales ;
- Appuyer l'organisation au Mali de séminaires, de salons et de conférences sur le système d'enseignement chinois ;
- Appuyer la création des D.E.R de langue et de culture chinoises dans les facultés de sciences sociales des universités
- Appuyer la construction des universités décentralisées, de nouvelles facultés et de nouvelles infrastructures par exemple la Cité Universitaire de Kabala, fleuron de la coopération avec la Chine qui n'a pas son pareil dans la sous-région et la phase II qui va être bouclée bientôt, l'Institut Confucius, l'Atelier Luban pour proposer des formations de compétences professionnelles aux jeunes africains, la promotion d'une médecine endogène pour faire face au Covid et autres pandémies, le Centre de Formation Professionnelle de Sénou etc.

Le Mali apprécie la coopération Chine-Mali et surtout l'augmentation du nombre de bourses d'études allouées au Mali et la construction

des infrastructures académiques pour faire face à la massification de l'enseignement supérieur.

Actuellement nous pouvons affirmer sans aucun risque de se tromper que depuis l'avènement de la démocratie au Mali plus de la moitié des cadres supérieurs de l'enseignement supérieur et de la recherche sont des diplômés de la République Populaire de Chine. En outre plus des trois-quarts des cadres exerçant dans la haute administration ont bénéficié

des stages et des séminaires de courte durée en Chine et tous reviennent requinqués et décomplexés par rapport aux questions et aux nouvelles alternatives de développement. Le développement global du Mali en général et la réforme radicale du système d'éducation en particulier ne seront une réalité que si le pays dispose d'une masse critique de consultants de cadres de chercheurs d'entrepreneurs et de femmes d'affaires décomplexés par rapport aux nouveaux défis posés par la mondialisation.

Au lieu de continuer à vivre dans le syndrome du cocotier et dans la mendicité du poisson offert par des partenaires occidentaux ayant leur propre agenda, nous devons chercher de nouvelles inspirations et "apprendre à nager dans l'océan de la mondialisation" à l'exemple de la Chine, notre alliée pragmatique des premières heures de la décolonisation et de notre indépendance.

Dr Modibo Bah KONE, Ph.D, Doyen de la Faculté des Sciences Humaines et des Sciences de l'Education, U.L.S.H.B, Cité Universitaire de Kabala, Président du Cercle Confucius pour la Recherche sur la Chine et l'Asie (CCRCA), Bamako, Mali.





Extrait de l'exposition photo sur la coopération pragmatique : Entre la Chine et le Mali

L'année 2022 marque le 73^e anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine et le 62^e anniversaire de

l'établissement des relations diplomatiques sino-maliennes. L'Exposition photo sur la coopération pragmatique entre la Chine et le Mali

aura lieu du 1^{er} octobre au 31 octobre au Mémorial Modibo Keita. Voici un extrait de cette exposition.

Le 4 janvier 2022, l'Ambassadeur CHEN Zhihong et le Ministre de l'Environnement, de l'Assainissement et du Développement durable Modibo KONE à la cérémonie du déclenchement de l'électrification des villages maliens par l'énergie solaire.

CCOM Ambassade de Chine au Mali



Le 26 janvier 2022, l'Ambassadeur CHEN Zhihong et la Ministre de la Santé et du Développement social Diéminatou Sangaré à la remise de 300 000 doses de vaccins chinois contre la COVID-19.



Le 6 avril 2022, la mise en service du projet hydroélectrique de Gouina financé par la Chine.



Le 14 avril 2022, l'Ambassadeur CHEN Zhihong et la Ministre de la Santé et du Développement social Diéminatou Sangaré à la cérémonie de rotation de l'équipe médicale chinoise au Mali et à celle de remise de décoration aux médecins chinois.



Le 20 avril 2022, l'Ambassadeur CHEN Zhihong participe à la célébration de la journée internationale de la langue chinoise.



Le 20 juin 2022, l'Ambassadeur CHEN Zhihong a participé au Séminaire sur les droits de l'homme au Sahel avec le représentant du Premier Ministre, Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme et le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale.



Le 28 juillet 2022, l'Ambassadeur CHEN Zhihong à la célébration du 95^e anniversaire de l'Armée populaire de libération et la remise de décoration aux casques bleus chinois à Gao.



Panorama du Projet d'Extension de l'Université de Bamoko à Kabala (phase) financé par le don chinois.

Coopération sino-malienne : **Au beau fixe avec des lendemains qui chantent !**

L'Ambassadeur de Chine au Mali Chen Zhihong, et le ministre des Affaires des Etrangères et de la Coopération Internationale, Abdoulaye Diop, ont co-présidé, le jeudi 29 septembre 2022, la cérémonie d'ouverture de l'exposition photo sur la coopération pragmatique entre la Chine et le Mali, couplée à la célébration du 73ème anniversaire de la fondation de la République Populaire de Chine.



Le ton de cette cérémonie, riche en sons et en couleurs, a été donné par l'exécution des hymnes des deux pays. Ensuite, l'Ambassadeur de Chine au Mali, Chen Zhihong, a planté le décor de la cérémonie. Il a souligné qu'après 73 ans de développement sous le leadership du Parti communiste chinois (PCC), la Chine a connu un essor significatif dans bien des domaines. Surtout, depuis le 18ème Congrès national du PCC en 2012, le Parti communiste Chinois a uni et conduit plus de 1,4 milliard de Chinois à construire une société de moyenne aisance à tous égards et a historiquement résolu le problème de la pauvreté absolue. « **L'amitié sino - malienne a**

été tissée par les anciens dirigeants de nos deux pays et s'est déjà profondément enracinée au cœur des deux peuples. Depuis l'établissement des relations diplomatiques il y a 62 ans, nos deux pays n'ont cessé d'approfondir la confiance politique mutuelle sur un pied d'égalité et de respect mutuel. La coopération sino - malienne a porté ses fruits dans plusieurs domaines tels que la santé, l'éducation, la culture, la sécurité, les infrastructures, l'agriculture, l'industrie et le commerce. En plus des projets tels que le Troisième pont de Bamako, l'Hôpital du Mali, le Stade 26 mars et le Centre

de formation professionnelle que vous connaissez déjà, les nouveaux projets comme la Centrale hydroélectrique de Gouina, le projet de la Cité universitaire de Kabala (phase II) et le projet pilote de l'électrification des villages par l'énergie solaire devraient être achevés avant la fin de l'année », a-t-il fait savoir.

Visiblement satisfait de la coopération sino-malienne, l'Ambassadeur Chen Zhihong, a laissé entendre que cette exposition photo est composée de cinq parties, à savoir la politique et la diplomatie, les échanges économiques et commerciaux, les échanges humains et culturels, la coopération sanitaire ainsi que la



coopération sur la paix et la sécurité. Il a annoncé, qu'en plus de cette cérémonie d'ouverture, l'exposition photo sera ouverte au Mémorial Modibo - Keita pendant tout le mois d'octobre. Une façon de rendre hommage au fondateur de la République du Mali et de l'amitié sino - malienne. A travers des photos, on peut mieux connaître l'histoire de l'amitié sino - malienne, on peut essayer de parler avec ceux qui ont laissé leur nom et image dans les échanges entre les deux pays et on peut également réfléchir sur les rôles à jouer pour promouvoir l'amitié et la coopération sino - maliennes à un palier plus élevé. « **Le 16 octobre prochain, soit dans plus de deux semaines, le Parti communiste chinois tiendra à Beijing son 20ème Congrès national et ce sera un événement très important à un moment critique où la Chine s'embarque dans un nouveau voyage de construction d'un pays socialiste moderne à tous égards et marche vers la réalisation du deuxième objectif centenaire. Insufflera également une nouvelle vitalité à la construction de la communauté de destin sino - malienne dans la nouvelle ère** » ; a-t-il renchéri.

Au nom du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goita, le ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, Abdoulaye Diop, a adressé au Président de la République Populaire de Chine, au gouvernement et au peuple Chinois, ses félicitations ainsi que les vœux de bonheur et de prospérité croissante pour cette nation, amie et solidaire du Mali mais aussi de toute l'Afrique. Depuis la fondation de la Chine nouvelle, il y a de cela 73 ans et la mise en œuvre de la politique de

réformes d'ouverture économique sous la direction du Parti Communiste Chinois, l'économie de la République populaire de Chine ainsi que sa compétitivité internationale, ne cessent de s'accroître. « **La Chine grande nation, veille civilisation multiséculaire a, au cours de son histoire, apporté des contributions impérissables au progrès et à la civilisation humaine. La Chine a, certes, subi des souffrances et des désastres sans précédent mais qui n'ont pas arrêté sa marche vers le développement et vers la croissance. Ces péripéties, au contraire, ont permis au peuple chinois, déterminé, de réaliser que seul le sursaut national permet de réaliser le grand rêve du peuple chinois. C'est-à-dire celui de bâtir une grande nation. Cette résilience dans la douleur doit inspirer tous les peuples épris de cette envie de défendre leur souveraineté, leur intégrité territoriale mais aussi leurs intérêts vitaux** », a rap-

pelé le ministre Abdoulaye Diop. Inspiré par la résilience de la République populaire de Chine, le ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, a rappelé la détermination du gouvernement et le peuple malien dans la lutte héroïque pour accéder à la souveraineté totale. Il a précisé que le Mali sait compter sur l'amitié profonde et la solidarité agissante qui ont toujours caractérisé les relations entre nos deux pays amis. « **Le Mali et la Chine entretiennent d'excellentes relations d'amitié et de coopération de longue date basée sur les principes de respect mutuel, de solidarité mais aussi d'un partenariat gagnant-gagnant. Vous avez même insisté sur la notion de sincérité qui est aussi une valeur importante pour les maliens. Depuis l'accession de notre pays à l'indépendance le 22 septembre 1960 et l'établissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Mali, le 25 octobre 1960, la République Populaire de Chine a toujours été aux côtés du Mali sur tous les chantiers du développement mais aussi dans divers domaines. Sur le plan économique, dans le sillage des années qui ont suivi l'indépendance, la Chine a accompagné le processus d'industrialisation de notre pays à travers l'implantation de plusieurs unités industrielles notamment les sucreries Sukala et N.Sukala, la Compagnie Malienne des Textiles, l'usine de thé de Farako et plus récemment par la réalisation de grands projets d'infrastructures** », a-t-il énuméré.

■ Ibrahim Sanogo



73^{ème} anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine : Cérémonie d'ouverture de l'exposition photos de la Coopération sino-malienne

L'intégralité du discours de S.E.M. CHEN Zhihong, Ambassadeur de Chine au Mali à la cérémonie d'ouverture de l'exposition photo sur la coopération pragmatique entre la Chine et le Mali & la célébration du 73^{ème} anniversaire de la fondation de la République populaire de Chine. (Le 29 septembre 2022, CICB)



Ca me fait un plaisir énorme de vous accueillir aujourd'hui à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de l'exposition photo sur la coopération pragmatique entre la Chine et le Mali et je vous remercie pour votre présence tellement nombreuse. Tout en profitant de cette occasion, je tiens également à adresser mes plus chaleureux remerciements à S.E.M. Abdoulaye DIOP, Représentant du gouvernement malien, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et mon cher ami, qui vient de rentrer de New York malgré le décalage horaire et qui travaille sans relâche pour défendre les intérêts de son pays.

Mesdames, Messieurs et chers amis,

Il y a une semaine, on vient de célébrer le 62^{ème} anniversaire de l'indépendance de la

République du Mali et dans deux jours, on va fêter le 73^{ème} anniversaire de la République populaire de Chine. Dans l'intervalle des deux fêtes importantes, l'ambassade de Chine organise cette exposition photo non seulement pour revoir l'histoire de l'amitié sino-malienne, mais aussi pour mieux planifier la coopération entre nos deux pays, sans oublier que le CICB est lui-même un fruit de la coopération sino-malienne.

Mesdames, Messieurs et chers amis,

Après 73 ans de développement sous le leadership du Parti communiste chinois (PCC), la Chine a connu un essor significatif dans bien des domaines. Surtout depuis le 18^{ème} Congrès national du PCC en 2012, le Parti communiste chinois a uni et conduit plus de

1,4 milliard de Chinois à construire une société de moyenne aisance à tous égards et a historiquement résolu le problème de la pauvreté absolue.

Mesdames, Messieurs et chers amis,

L'amitié sino-malienne a été tissée par les anciens dirigeants de nos deux pays et s'est déjà profondément enracinée au cours des deux peuples. Depuis l'établissement des relations diplomatiques il y a 62 ans, nos deux pays n'ont cessé d'approfondir la confiance politique mutuelle sur un pied d'égalité et de respect mutuel. La coopération sino-malienne a porté ses fruits dans plusieurs domaines tels que la santé, l'éducation, la culture, la sécurité, les infrastructures, l'agriculture, l'industrie et le commerce. En plus des projets tels



que le Troisième pont de Bamako, l'Hôpital du Mali, le Stade 26 mars et le Centre de formation professionnelle que vous connaissez déjà, les nouveaux projets comme la Centrale hydroélectrique de Gouina, le projet de la Cité universitaire de Kabala (phase II) et le projet pilote de l'électrification des villages par

l'énergie solaire devraient être achevés avant la fin de l'année.

Mesdames, Messieurs et chers amis,

L'exposition photo d'aujourd'hui est composée de cinq parties, à savoir la politique et la diplomatie, les échanges économiques et com-

merciaux, les échanges humains et culturels, la coopération sanitaire ainsi que la coopération sur la paix et la sécurité. En plus de la cérémonie d'ouverture d'aujourd'hui, cette exposition photo sera ouverte au Mémorial Modibo-Keita pendant tout le mois d'octobre et c'est aussi une occasion pour nous de rendre hommage au fondateur de la République du Mali et de l'amitié sino-malienne.

On dit que les photos sont les retordeurs et les raconteurs silencieux de l'histoire. A travers des photos, on peut mieux connaître l'histoire de l'amitié sino-malienne, on peut essayer de parler avec ceux qui ont laissé leur nom et image dans les échanges entre nos deux pays et on peut également réfléchir sur notre rôle à jouer pour promouvoir l'amitié et la coopération sino-malienne à un palier plus élevé.

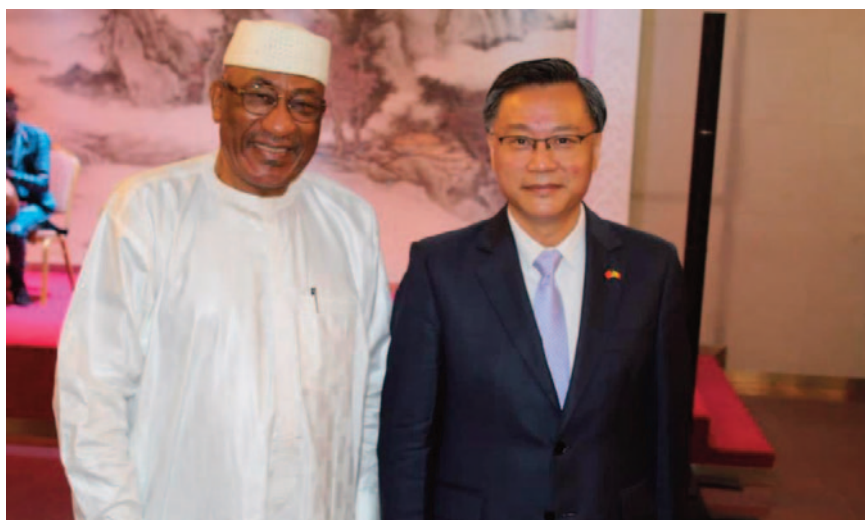
Mesdames, Messieurs et chers amis,

Le 16 octobre prochain, soit dans plus de deux semaines, le Parti communiste chinois tiendra à Beijing son 20ème Congrès national et ce sera un évènement très important à un moment critique où la Chine s'embarque dans un nouveau voyage de construction d'un pays socialiste moderne à tous égards et marche vers la réalisation du deuxième objectif centenaire. Il insufflera également une nouvelle vitalité à la construction de la communauté de destin sino-malienne dans la nouvelle ère.

Malgré les circonstances internationales, la Chine continuera de défendre les principes de sincérité, de résultats effectifs, d'amitié et de bonne foi et de recherche du plus grand bien et des intérêts partagés, de pratiquer l'Esprit d'amitié et de coopération sino-africaine, de consolider davantage l'amitié sino-malienne et de promouvoir activement la mise en œuvre de l'initiative de développement mondial, de l'Initiative de sécurité mondiale et des « Neuf programmes de la coopération sino-africaine ». La Chine et le Mali travailleront main dans la main pour construire ensemble une communauté de destin sino-malienne et une communauté de destin sino-africaine plus étroites dans la nouvelle ère.

**Vive la République du Mali !
Vive la République populaire de Chine !
Vive l'amitié sino-malienne !**

Je vous en remercie.



Sécurisation de Kidal : La CMA lance l'opération « tartit » ou « fusion »

La Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) décrète un couvre-feu de 21h à 5h du matin pour des « raisons de sécurité » à Kidal, son bastion. Cette décision est l'une des mesures restrictives de liberté approuvée par les ex-rebelles, à travers une décision de leur bureau exécutif en date du 20 septembre portant la mise en place d'une opération de sécurisation de la ville de Kidal dénommée « TARTIT » ou « FUSION ».

Le bureau exécutif de la Coordination des mouvements armés (CMA), sous la signature de son président en exercice Alghabass Ag INTALLAH, a décrété plusieurs mesures dans le cadre de l'opération « TARTIT » ou « FUSION » lancée en vue de sécuriser la ville de Kidal, son grand bastion en proie à l'insécurité.

Cette décision a été adoptée dans un contexte de vive offensive entre les parties maliennes (les ex-rebelles et l'armée nationale) et les groupes terroristes voulant imposer leur influence sur des portions du territoire national. Conséquence, ces différentes attaques des deux côtés ont contribué à dégrader la sécurité, à augmenter les besoins humanitaires avec le flux des déplacés, sans compter les pertes en vie humaine.

Face à cette situation inquiétante, l'opération

« TARTIT » vise, d'une part, à « répondre aux cris de cœur des populations en détresse » et, d'autre part, à faire face « aux besoins séculaires du moment ». Le but recherché, indique la CMA dans sa décision autorisant l'opération, est de « restaurer la paix, la sécurité et la quiétude dans la ville de Kidal à l'immédiat et ensuite dans les autres bases de la CMA ».

Ainsi, il est attendu de cette opération de la CMA d'instaurer l'ordre et la discipline dans ses rangs pour soigner son image, assurer la sécurité des populations déplacées et la libre circulation des personnes ainsi que de leurs biens et d'arrêter les personnes recherchées. « L'opération est chargée de la sécurisation des axes routiers, de la police militaire pour contrôler les véhicules armés, réguler la circulation. Elle doit faire respecter le schéma directeur de nos villes, en interdisant les oc-

cupations anarchiques des lieux publics et les constructions illégales. Elle est sous l'autorité du président du Conseil de défense et de sécurité », indique l'article 2 du document sur la mise en place de l'opération « TARTIT ». Dans cette zone en proie à l'insécurité, à l'image de plusieurs localités, où circulent de façon anarchique les armes, la CMA décide via sa décision d'en contrôler tous les mouvements. L'alternative trouvée, comme souligné dans le document, est de conditionner le port d'armes à une autorisation.

En effet, précise le regroupement, « la circulation des armes de la CMA est subordonnée à la possession d'un ordre de mission dûment signé par une autorité compétente en cours de validité et dans l'espace géographique pour lequel il a été délivré ».

Outre ces mesures, la décision confie au chef de l'opération d'organiser et de procéder à des fouilles systématiques des véhicules, motos et des perquisitions, de saisir les véhicules armés et les armes sans pièces justificatives et les ramener au quartier général de la CMA pour toute fin utile, de conduire les militaires en situation irrégulière et les garder dans les locaux disciplinaires pour élucider individuellement leur cas, d'instaurer un couvre-feu de 21 à 5 heures du matin, de saisir et de détruire les drogues ainsi que les boissons alcoolisées.

PAR SIKOU BAH
Source : InfoMatin



Mali : Le dispositif de protection des hautes personnalités renforcé avec l'aide de la MINUSMA

Depuis plusieurs semaines, l'on signale à Bamako et dans d'autres capitales régionales, des cas de faux billets et de billets de monnaie usés délivrés dans certaines banques de la place. Ce qui suscite des protestations et des soupçons sur l'existence de réseaux de faussaires agissant dans ce domaine.

Les capacités de 30 agents de la cellule de protection des hautes personnalités (PHP) ont été renforcées au cours d'une formation qui a eu lieu du 5 au 23 septembre 2022 à Bamako. Au programme : modules pratiques et théoriques allant de la révision des gestes techniques d'intervention, à la détection des engins explosifs improvisés, en passant par le secours au combat, la protection des agents (pour mieux protéger la population), le cadre déontologique et le respect des droits de l'Homme ou encore, les renseignements généraux.

Organisées par le ministère de la Sécurité et de la Protection civile (MSPC), cette formation a été appuyée par la Police des Nations unies (UNPOL/MINUSMA). Provenant de la police, de la gendarmerie et de la garde nationales du Mali, 30 agents ont été formés au cours d'une

première session de trois semaines. D'ici janvier 2023, 120 autres agents seront formés au cours de quatre sessions pour atteindre un total de 150 éléments des Forces de sécurité du Mali formés.

Former pour mieux faire face aux défis présents et à venir

Cette collaboration, qui n'est pas la première du genre, permettra de préparer ces agents à la protection des autorités civiles et judiciaires partout au Mali. Elle couvre deux aspects du Mandat de la Mission onusienne : le soutien au FSM, ainsi que la restauration de l'autorité de l'État, notamment dans les régions du Centre et du Nord du pays.

Ces formations spécialisées interviennent également en prévision des besoins sécuri-

taires liés aux échéances électorales de 2024.

Un partenariat important

Ce transfert de savoir et de savoir-faire entre la MINUSMA et les Forces de sécurité du Mali (FSM) inclut un programme de formation des formateurs, privilégiant la durée et la spécialisation autour de différents pôles de compétences. En effet, la nouvelle doctrine de coopération avec le MSPC, dans le domaine du renforcement des capacités, s'articule autour de pôles de compétences spécialisées comme « l'intervention-protection » qui concerne cette formation mais aussi, les « renseignements généraux, coordination et crise », la « protection civile », la « police de proximité », les « Ressources humaines et le commandement », « éthique et déontologie », ou encore la « police judiciaire »...

Une cérémonie symbolique à l'Ecole nationale de police à Bamako a officiellement mis fin à cette première session de formations, le 26 septembre 2022. Le Secrétaire général du ministère de la Sécurité et de la Protection civile, Oumar SOGOBA y a souligné la très haute importance du programme partenarial entre la cellule du ministère et la MINUSMA, ainsi que la valeur et l'engagement de ces agents de protection.

Source : Minusma





Bientôt la rentrée académique 2022-2023



Apprendre pour réussir sa vie et dans la vie et servir l'humanité
Passez une année universitaire subliminale avec UCAO-UUBa

Université Catholique de l'Afrique de l'Ouest
Unité Universitaire à Bamako



Hamdallaye - porte 85 - Rue 109
BP E4165 Bamako MALI



+223 20 29 56 31 / 20 29 56 28



ucao.uuba@gmail.com



Université catholique de l'Afrique de l'Ouest de Bamako



www.ucao-uuba.org

Affaire des 49 militaires : Le soutien français à la Côte d'Ivoire radicalise-t-il la position du Mali ?

En crise diplomatique avec le Mali, la France a annoncé son soutien à la Côte d'Ivoire dans le dossier des 49 militaires détenus au Mali. Ce soutien risque de radicaliser la position de Bamako et nuire à la solution africaine et à l'amiable souhaitée par les deux peuples.



La junte française » a finalement pris position dans la crise entre le Mali et la Côte d'Ivoire. Elle a apporté son soutien à la Côte d'Ivoire. « Notre soutien est total auprès du gouvernement de la Côte d'Ivoire pour ces soldats qui sont aujourd'hui emprisonnés », a déclaré, selon nos confrères de l'AFP, M. Darmanin à l'issue d'une rencontre avec le président ivoirien Alassane Ouattara. « La France et la Côte d'Ivoire sont très engagées dans la lutte contre le terrorisme. Nous devons continuer à aider évidemment, pour la stabilité de l'Afrique », a ajouté le ministre français qui a évoqué les possibilités d'aide de la France pour les "grands événements sportifs". Depuis des moments, la question des 46 soldats ivoiriens détenus au Mali depuis juillet suscite des tensions entre Bamako et Abidjan. Si le Mali a qualifié ces militaires de "mercenaires", la Côte d'Ivoire a indiqué qu'ils sont régulièrement venus pour participer à la sécurité du contingent allemand des casques bleus au Mali. Leur libération a été demandée non seulement par la Côte d'Ivoire, mais aussi par l'ONU et la Cedeao. Il faut rappeler que rien ne va entre Bamako et Paris depuis fin 2021. A la Tribune des Na-

tions Unies le 24 septembre dernier, le Premier ministre par intérim, le colonel Abdoulaye Maïga, s'en est violemment pris à la France. «Le monde se souviendra qu'après avoir été abandonné en plein vol, le 10 juin 2021, par la France qui a décidé unilatéralement de retirer la force Barkhane du Mali, mon pays a été ensuite poignardé dans le dos par les autorités

françaises. La précision est d'autant plus utile que nous refusons tout amalgame avec le peuple français que nous respectons », a déclaré le colonel Abdoulaye Maïga, avant d'ajouter : « Les autorités françaises profondément anti-françaises pour avoir renié les valeurs morales universelles et trahi le lourd héritage humaniste des philosophes des lumières, se sont transformées en une junte au service de l'obscurantisme. Obscurantisme de la junte française nostalgique de pratique néocoloniale, condescendante, paternaliste et revancharde, qui a commandité et prémédité des sanctions inédites, illégales, illégitimes et inhumaines de la Cedeao et de l'Uemoa contre le Mali ». Ce soutien de la France à la Côte d'Ivoire risque de radicaliser Bamako qui, pourtant, a toujours exprimé sa disponibilité pour une solution amiable à la crise. Les autorités ivoiriennes, si elles souhaitent la libération rapide de ces 46 militaires, ne doivent pas tomber dans le piège de la France.

B. G
Source: LE PAYS



Transition malienne : Des avancées majeures sur la voie du retour à l'ordre constitutionnel en mars 2024

Depuis le 18 août 2020, notre pays se trouve dans un processus de transition qui prendra fin le 26 mars 2024 par le transfert de pouvoir aux autorités élues. D'ici à cette échéance et conformément aux recommandations des Assises nationales de la refondation, les autorités de la Transition se sont engagées, dans deux chronogrammes convenus avec la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO). Un engagement qui porte sur 5 réformes politiques et institutionnelles à entreprendre avant d'organiser des élections.

Ces réformes traduisent une ferme volonté de refonder l'Etat malien afin qu'il «réponde aux aspirations profondes et légitimes de notre peuple à la paix, à la sécurité, à la bonne gouvernance, au développement et à la stabilité institutionnelle durable au Mali». Et force est de reconnaître que, contrairement à ce que l'Elysée et ses «ambassadeurs africains» tentent de faire croire au monde, des avancées majeures ont déjà été réalisées. Il s'agit, entre autres, de la promulgation de la loi électorale qui comprend (entre

autres) la création de l'Autorité Indépendante de Gestion des Elections (AIGE), dont l'installation est à un stade avancé ; la mise en place d'une commission composée d'éminentes personnalités de toutes les composantes de la société malienne, chargée de la rédaction de la nouvelle constitution...

Et cela malgré que notre pays soit «le seul pays au monde» dans lequel se superposent et se déroulent simultanément 4 types d'insécurité. « Le terrorisme, les conflits communautaires manipulés par les terroristes et leurs

sponsors étatiques étrangers, la criminalité transnationale organisée et les actions violentes d'individus isolés», a énuméré le Colonel Abdoulaye Maïga à la tribune de l'ONU.

Et parallèlement à ce processus de retour à l'ordre constitutionnel, a-t-il rappelé, «le Mali continue de mener une lutte sans merci contre les acteurs de l'insécurité, en particulier les groupes extrémistes et qui sont responsables de toutes sortes d'abus contre nos paisibles populations». Ce qui fait que «les groupes terroristes ont été sérieusement affaiblis et la peur a même changé de camp».

N'empêche que ces « groupes criminels gardent encore et toujours une certaine capacité de nuisance dans leurs tentatives désespérées de porter atteinte à notre intégrité territoriale et de terroriser nos populations ». Heureusement que les vaillantes Forces de défense et de sécurité (FDS) du Mali restent « déterminées à faire face à toutes les menaces, d'où qu'elles viennent » ...

Le Premier ministre par intérim a profité de l'occasion pour mettre l'accent sur les efforts des autorités de la Transition pour recruter, former, équiper et renforcer les capacités opérationnelles des FDS.

M.B

Source : Le Matin



Renforcement de la gouvernance inclusive : La FEMAPH et RMAP+ s'approprient les concepts et stratégies genres

La cérémonie d'ouverture de l'atelier de renforcement des capacités de la FEMAPH et du Réseau Malien des Associations de Personnes vivant avec le VIH (RMAP+), dans la prise en compte des enjeux liés au genre en vue de l'élaboration de leur politique genre, s'est tenue le mercredi 28 septembre 2022 dans la salle de conférence de la Fédération Malienne des Associations de Personnes Handicapées (FEMAPH). Cette activité se veut un cadre d'appui à l'élaboration de la politique, genre et outils de suivi associés, des deux structures (FEMAPH et RMAP+).

La cérémonie a été présidée par la présidente de la FEMAPH, Mme Djikiné Hatouma GAKOU, membre du CNT ; de la directrice exécutive par intérim du RMAP+, Mme Oumou DIARRA ; de Mme Elsa MANDI, d'Expertise France ; de Mme Diarra Kady BARRY, membre du CNT, etc. Cet atelier s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du Projet « Accès amélioré par l'inclusion de Tous dans la lutte contre le

VIH/SIDA au Mali (AAmL-Tous VIH/SIDA). Pendant deux jours les capacités des participants venus des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou en plus de Bamako seront renforcées dans le sens de la prise en compte du genre dans leurs activités. Depuis mai 2019, en effet, la FEMAPH met en œuvre le projet AAmL-Tous VIH/SIDA, initié et négocié en consortium entre la FEMAPH en tant que chef de file, Humanité & Inclusion et

Le Réseau Malien des Associations des Personnes Vivant avec le VIH Sida, VIH (RMAP+), pour 3 ans. Ce projet a été clôturé le 31 Mai 2022.

Une des conditions du financement correspondait au respect de l'approche genre et son application dans la mise en œuvre des activités du projet.

De grands efforts ont été consentis. En témoigne le taux moyen de participation des femmes aux activités qui avoisine maintenant les 40%.

Néanmoins, des faiblesses ont été constatées dans la représentation des femmes dans les organes de décision des Organisations de Personnes Handicapées (OPH) et des Associations de Personnes Vivant avec le VIH (APVIH) cibles du projet. En vue de renforcer les acquis de ce projet, la FEMAPH, HI et le RMAP+ ont sollicité auprès d'Expertise France une assistance technique pour la mise en place de politique genre au sein de leur organisation.

A travers cette rencontre, il s'agit pour ses initiateurs de renforcer les compétences de la FEMAPH et du RMAP+ dans la prise en compte du genre dans leurs activités, d'intégrer la dimension genre dans les exercices de capitalisation et étude endline du projet AAmL-Tous VIH/SIDA.

Par ailleurs, la FEMAPH et le RMAP+ disposent d'une politique genre élaborée de façon participative, endossée par leurs conseils d'administration respectifs.

Au cours de son allocution, la directrice exécutive par intérim du RMAP+, Mme Oumou DIARRA, s'est réjouie de la bonne collaboration entre leurs deux structures, ainsi que tous les partenaires du Projet.

Selon Mme DIARRA, cette validation de la stratégie d'appropriation du concept genre permettra de renforcer la gouvernance inclusive dans notre pays.

Pour sa part, la présidente de séance, Mme Djikiné Hatouma GAKOU, s'est réjouie de la tenue de cette rencontre qui, souligne-t-elle, permettra aux responsables des deux structures de s'approprier les concepts et stratégies genres.

« Les autorités actuelles de la transition sont en train de donner toutes les chances aux personnes handicapées de pouvoir relever beaucoup de défis », a-t-elle avancé.

■ Maffenin Diarra



CNT : Le Juriste et analyste Politique Souleymane Sanogo, satisfait de la vision du Président Diaw et son équipe

Dans ce pays, on a tendance à ne louer les qualités des hommes que dans leurs cérémonies funèbres. Il faut rompre avec cette pratique pour encourager et féliciter le travail remarquable et les auteurs du travail bien accompli.

Le Président Malick DIAW mérite qu'on loue les qualités de leadership avéré et du bon management dans la conduite et la gestion de la boîte parlementaire. Je n'ai nullement la prétention de faire un jugement de valeur, encore moins évaluer un bilan, loin s'en faut, puisqu'on en est pas encore là. Mais le réalisme est source de bon sens !

Depuis l'installation du Conseil National de Transition (CNT) en décembre 2020 jusqu'à nos jours, que de chemin parcouru !

Le Président DIAW, un homme humble, discret et travailleur aura marqué les esprits de travailleurs de l'Institution Parlementaire, par des actions tangibles et concrètes, même si d'autres attentes subsistent.

DE L'ESPRIT D'EQUIPE, DE SOLIDAIRE ET DE PARTAGE DE L'HOMME

Le Président DIAW aura imprimé une belle atmosphère dans le milieu parlementaire au cours des deux années de présidence déjà écoulées. Les travailleurs de l'Institution ne diront pas le contraire, car au-delà de la différence des tâches et de la dimension catégorielle, le Président a su entretenir un concept, celui d'esprit d'équipe par lequel nul ne se sent exclu ou discriminé.

La cérémonie solennelle organisée à l'honneur des partants à la retraite, la toute dernière, démonte que l'homme évolue avec toute son équipe ; et à la fois solidaire avec tout l'équipage qui compose le CNT dans toutes ses dimensions. La dynamique de telles actions à connotation solidaire et humanitaire a favorisé une cohésion entre le Personnel de l'Institution.

L'AMBITION DE FAIRE DE L'INSTITUTION PARLEMENTAIRE, UNE VITRINE

En vertu du principe de séparation des pouvoirs, l'Institution Parlementaire est le deuxième pouvoir. C'est dire combien il est important de valoriser cette Institution peu connue du grand public, en termes de missions régaliennes.

Par rapport aux personnels Parlementaires de la sous-région, le parlement du Mali a besoin de modernisation tant sur le plan d'équipements que de conditions socio-économiques. Conformément aux différentes résolutions de l'Union Inter Parlementaire, du Réseau Africain des Personnels parlementaires, le Président DIAW a prêté une oreille attentive pour que le parlement du Mali ne brille pas par la misère du personnel administratif. Il aura compris que l'organe législatif ne saurait jouer pleinement le rôle et /ou exécuté les missions régaliennes qui lui sont conférés par la Constitution sans une administration parlementaire bien outillée, performante et, à la limite, bien traité sur tous les plans. Cette atmosphère d'espérance est marquée par certaines actions concrètes dans les réformes internes qu'il entend poursuivre.

L'AMBITIONS D'UN CHANTIER DE REFORMES INTERNES

L'action d'une administration parlementaire performante va de pair avec un personnel épauvrou, bien formé et efficient.

Dès son arrivée, Le Présidaient DIAW et son équipe ont fait le diagnostic des problèmes récurrents de l'Institution. Ils ont redressé bon nombre de problèmes liés au cas d'injustice dans le traitement catégoriel du personnel administratif. C'est ainsi qu'ils ont rétabli les agents législatifs dans la plénitude de leurs droits. Des cadres étaient sous-traités et mis sous les ordres mêmes de certains cadres inférieurs ou moyens. Il s'agit du problème qui



avait manifestement suscité, en grande partie, la grève très remarquée du personnel parlementaire en 2017-2018.

Des formations substantielles sont faites à l'endroit du Personnel. Il s'attèle à la mise en œuvre du Protocole d'Accord du 11 décembre 2018, signé entre le comité du bureau syndical de l'Assemblée Nationale. En bon droit, le Président DIAW satisfait au principe selon lequel que l'Etat est une continuité.

Les travailleurs de l'organe législatif du Mali, contrairement à ceux de la sous-région, représentent l'image du cordonnier mal chaussé, car ils travaillent sur les statuts des autres corporations sans avoir le leur.

L'espoir est donc permis cette fois-ci avec le président DIAW, soucieux du bien-être des travailleurs de l'Institution.

Des actions concrètes seront entreprises pour que le parlement de notre pays ne soit nullement complexé devant un autre de la sous-région. Telle est la vision de l'actuel Président qui a essuyé les larmes de beaucoup de chefs de famille dans la boîte parlementaire, en leur octroyant leurs dus, conformément au texte législatif et réglementaire.

D'ores et déjà, on perçoit le satisfécit, à mi-parcours, chez les travailleurs de l'Institution qui attendent à bras ouverts, la mise en œuvre d'un nouveau règlement administratif et financier et l'octroi d'un statut autonome du personnel parlementaire, dans la veine des réformes internes.

En réussissant ce noble chantier d'innovations et de performance administrative, les travailleurs de l'Institution célébreront leur Président dont le management est d'une vision intelligente et pragmatique pour le rayonnement de l'organe législatif.

Souleymane SANOGO
Juriste – Analyste Politique

13ème édition de la biennale africaine de la photographie : Que d'innovations attendues

Cette édition prévue du 8 décembre 2022 au février 2023, s'étalera sur trois mois



Ce rendez-vous de l'art visuel qui se tient chaque deux ans, dans notre capitale, est une initiative du ministère de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme. Elle bénéficie de l'appui technique de quelques partenaires, à savoir : la Coopération suisse au Mali, l'Union européenne (UE), l'Institut français de Bamako etc. A trois mois de la tenue de l'évènement proprement dit, la cérémonie de lancement de Biennale africaine de la photographie encore appelée les rencontres de Bamako, a été présidée par le chef du département de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo. C'était ce lundi 19 Septembre 2022 au Musée national du Mali. En plus du ministre et un nombre important des membres de son cabinet, la cérémonie a aussi enregistré la présence de l'ambassadeur de l'UE au Mali, S E M. Barth Oury, le chef de bureau de la Coopération suisse, M. Patric Etienne, le Délégué général de cette 13ème édition, l'architecte Cheick Diallo, les artistes, les professionnels des images et un parterre de journalistes.

La 13ème édition des rencontres de Bamako

a comme thème : « MAA KA MAAYA KA CA A YERE KONO » Ce qui signifie : sur la multiplicité, la différence, le devenir et le patriotisme. Elle est une manifestation internationale dédiée à la photographie et à la vidéo africaine sur le continent, c'est aussi un rendez vous incontournable de l'art contemporain qui mettra l'accent sur la multiplicité, la différence le devenir et l'héritage.

Aussi, durant deux mois, les rencontres de Bamako deviennent un lieu de découvertes artistiques et d'échanges, autour du Musée national, principal site de la Biennale, les expositions rayonnent dans différents espaces

culturels de la capitale malienne, à la Maison africaine de la photographie, au Musée du district de Bamako, au Mémorial Modibo Keita, à l'Institut français de Bamako, au Conservatoire des arts et métiers multimédias Balla Fasseké Kouyaté et au lycée Ba Aminata Diallo.

Près de 75 personnalités artistiques, du monde de l'art africain ont été invitées à contribuer à cette 13ème édition.

Pour Cheick Diallo, la présente édition est un rendez-vous unique qui permet de voir le monde à travers le regard des photographes. C'est aussi un espace de rencontre et de partage d'expériences.

Quant à Patric Etienne, il a salué la tenue de cet événement majeur de la culture malienne. « La présence de la Suisse à cette 13ème édition s'inscrit dans le cadre de leur programme de soutien à la culture malienne et cette rencontre est une initiative salutaire » a-t-il laissé entendre.

SE M. Bart Ouvry, de son côté, dira que la Biennale africaine de la photographie est une initiative salutaire que l'UE accompagne. Puisque selon lui, l'Union européenne croit à la culture qui est un secteur économique.

« La biennale africaine est la principale manifestation internationale consacrée à la photographie contemporaine et aux nouvelles images en Afrique. D'envergure internationale, les rencontres de Bamako sont une plateforme de découvertes, d'échanges et de visibilité qui réunit les photographes venus du monde entier. Malgré la conjoncture économique difficile, le Gouvernement du Mali tient à maintenir ce rendez-vous culturel majeur » a avancé le ministre Andogoly Guindo dans son discours d'ouverture de la cérémonie.

Diakalia M Dembélé
Source : 22 Septembre



Kamala Harris en Corée du Sud : Pyongyang tire des missiles



La vice-présidente américaine Kamala Harris a achevé jeudi une visite en Corée du sud destinée à renforcer les liens avec Séoul en matière de défense, précédée et suivie de tirs de missiles nord-coréens.

L'armée sud-coréenne a fait état de "deux tirs de missiles balistiques de courte portée tirés depuis le secteur de Suncheon, dans la province de Pyongan du Sud", peu après le départ de la responsable américaine.

Les jours précédant son arrivée avaient déjà été marqués par deux tirs de missiles balistiques par Pyongyang, engagé dans une série record de tests d'armes depuis le début de l'année.

Mme Harris a visité jeudi la frontière sud-coréenne, lourdement fortifiée, lors de ce voyage visant à renforcer l'alliance de sécurité avec Séoul.

Dans un poste d'observation situé au sommet d'une colline escarpée surplombant la Corée du Nord, elle a pu observer la frontière à l'aide de jumelles.

L'engagement des États-Unis pour la défense de la Corée du Sud est "inébranlable", a-t-elle déclaré, assurant que Washington et Séoul étaient "alignés" dans leur réponse à la menace croissante que représentent les programmes d'armement du Nord.

Les États-Unis disposent de quelque 28.500 soldats en Corée du sud.

S'ils souhaitent tous deux "une dénucléarisa-

tion complète de la péninsule coréenne", a-t-elle poursuivi, les deux pays alliés sont, en attendant, "prêts à faire face à toute éventualité".

Au début de son discours, elle a commis une gaffe, louant dans un lapsus l'alliance "importante" de son pays avec la Corée du Nord communiste - au lieu de la Corée du Sud.

"Donc, les États-Unis partagent une relation très importante, qui est une alliance avec la République de Corée du Nord. Et c'est une alliance qui est forte et durable", a-t-elle déclaré.

Ne semblant pas avoir remarqué son faux pas, Mme Harris a poursuivi son discours, sans que cela ne prête à conséquence.

La vice-présidente a également visité le village de la trêve de Panmunjom, dans la zone démilitarisée (DMZ) entre les deux pays, où Donald Trump, alors président des États-Unis, avait rencontré le dirigeant nord-coréen Kim Jong-un en 2019. Elle s'est aussi entretenue avec des soldats américains au Camp Bonifas, un poste militaire des Nations unies.

La vice-présidente américaine s'était préalablement rendue au Japon pour assister aux funérailles nationales de l'ancien premier ministre assassiné, Shinzo Abe.

A Séoul, elle a rencontré le président sud-coréen Yoon Suk-yeol, qui a pris ses fonctions en mai, pour des entretiens dominés par les questions de sécurité, les responsables sud-

coréens et américains avertissant depuis des mois que Pyongyang se prépare à effectuer un nouvel essai nucléaire.

Mercredi, le Service national du renseignement (NIS) sud-coréen a estimé que ce test pourrait avoir lieu en octobre.

Selon le NIS, Kim Jong-un choisira probablement la période comprise entre le prochain congrès du Parti communiste chinois, le 16 octobre, et les élections de mi-mandat aux États-Unis, le 7 novembre.

Durant la rencontre, Séoul a également fait part de ses préoccupations quant à une nouvelle loi signée par le président américain Joe Biden, qui supprime les subventions pour les voitures électriques construites en dehors des États-Unis, ce qui affecte les constructeurs sud-coréens comme Hyundai et Kia.

Mme Harris, première femme vice-présidente des États-Unis, a également rencontré ce que la Maison Blanche a appelé des "dirigeantes innovatrices" de Corée du Sud afin d'aborder des questions liées à l'égalité des sexes, sujet qu'elle dit avoir abordé avec M. Yoon.

M. Yoon, qui s'est engagé à abolir le ministère de l'Égalité des sexes, a été critiqué dans son pays pour le manque de femmes dans son gouvernement.

Essai nucléaire ?

La Corée du Nord, qui fait l'objet de multiples sanctions de l'ONU pour ses programmes d'armement, cherche généralement à maximiser l'impact géopolitique de ses essais en choisissant le moment qui lui semble le plus opportun.

Le pays communiste a testé des armes nucléaires à six reprises depuis 2006. Son dernier essai, le plus puissant, réalisé en 2017 - qui, selon Pyongyang, était une bombe à hydrogène avait une puissance estimée à 250 kilotonnes. Sous le président Yoon, Séoul et Washington ont intensifié leurs exercices militaires conjoints, dont ils insistent sur le caractère purement défensif. De son côté, la Corée du Nord les dénonce systématiquement comme une répétition d'invasion.

Les deux alliés organisent cette semaine un exercice naval conjoint de grande envergure considéré comme une démonstration de force face aux provocations croissantes du Nord.

AFP

Birmanie : Aung San Suu Kyi condamnée à trois ans de prison supplémentaires



La junte birmane a condamné jeudi Aung San Suu Kyi à trois ans de prison supplémentaires pour violation de la loi sur les secrets officiels, selon une source proche du dossier, au cours d'un procès fleuve dénoncé comme politique par la communauté internationale.

Cette nouvelle sentence vient s'ajouter aux 20 ans de prison déjà prononcés contre l'ex-dirigeante, notamment pour corruption et fraude électorale, motif pour lequel la peine a été assortie de travaux forcés.

La prix Nobel de la paix, âgée de 77 ans, encourt en tout plus de 120 ans de prison pour les multiples infractions dont les militaires l'accusent.

Le tribunal a également condamné son ex-conseiller, l'économiste australien Sean Turnell, ainsi que trois autres prévenus, des anciens ministres, à une peine identique, a précisé la même source.

Le professeur australien, arrêté quelques jours après le putsch de février 2021, a été aussi condamné à trois autres années pour violation de la loi sur l'immigration, mais purgera les deux peines simultanément.

Les autorités birmanes ont aussi condamné fin août une ex-ambassadrice du Royaume-Uni en Birmanie et son mari artiste à un an de prison pour avoir enfreint la loi sur l'immigration.

"Sean Turnell, Daw Aung San Suu Kyi et les trois autres ont été condamnés à trois ans de prison chacun en vertu de la loi sur le secret

d'Etat", a déclaré cette source à l'AFP sous couvert d'anonymat, ajoutant que Mme Suu Kyi ferait appel de son verdict.

La ministre australienne des Affaires étrangères, Penny Wong, a rejeté la condamnation de M. Turnell et demandé sa "libération immédiate".

L'accumulation de condamnations démontre que la junte n'a "aucun scrupule à assumer son statut de paria international", a déclaré Elaine Pearson, directrice pour l'Asie de Human Rights Watch.

L'épouse de M. Turnell a évoqué "un crève-cœur" pour sa famille et exhorté la junte à faire preuve d'indulgence. "Veuillez prendre en compte les contributions qu'il a apportées à la Birmanie et expulsez-le maintenant", a appelé Ha Vu.

Arrêtée lors du coup d'Etat militaire qui a mis fin à une décennie de transition démocratique en Birmanie, Aung San Suu Kyi a été placée à l'isolement dans une prison de Naypyidaw fin juin.

C'est dans cet établissement de la capitale birmane que se poursuit son procès qui a débuté il y a plus d'un an, à huis clos, ses avocats ayant interdiction de parler à la presse et aux organisations internationales.

"Acharnement judiciaire"

De nombreuses voix dénoncent un acharnement judiciaire qui serait fondé sur des motifs

politiques, avec pour but d'écarter définitivement la fille du héros de l'indépendance, grande gagnante des élections de 2015 et de 2020.

Plusieurs de ses proches ont été condamnés à de lourdes peines. Un ancien député de son parti condamné à mort, Phyo Zeya Thaw, a été exécuté fin juillet.

La junte se défend de ces accusations et promet même d'ouvrir des négociations avec Aung San Suu Kyi une fois son procès terminé.

"Bien que nous aurions pu prendre des mesures plus sévères, nous sommes indulgents avec elle", a déclaré le chef de la junte Min Aung Hlaing, lors d'un entretien en août avec l'émissaire des Nations unies, dans des propos relayés par un journal d'Etat.

Aung San Suu Kyi reste une figure populaire en Birmanie, même si son image internationale a été écornée par son incapacité à défendre la minorité musulmane des Rohingyas, victimes d'exactions de l'armée en 2016 et 2017 - un "génocide" selon Washington.

Élections en 2023 ?

Les envoyés spéciaux de l'ONU et de l'Asean (Association des nations d'Asie du Sud-Est) n'ont pas été autorisés à la rencontrer lors de leur dernière visite, comme un symbole de l'échec des efforts diplomatiques entrepris depuis plusieurs mois qui n'ont pas sorti la Birmanie du chaos.

L'armée espère organiser des élections à l'été 2023, dès que le pays sera "en paix et stable", selon Min Aung Hlaing qui a aussi annoncé une "réforme" du système électoral.

Les Etats-Unis ont déjà appelé la communauté internationale à ne pas soutenir ce projet, un "simulacre" électoral, selon le secrétaire d'Etat Antony Blinken.

Depuis le putsch, plus de 2.200 civils ont été tués par les forces de sécurité et plus de 15.000 arrêtés, selon une ONG locale.

AFP

Foot : Le Maroc exige d'Adidas le retrait d'un maillot de la sélection algérienne

Le ministère marocain de la Culture a sommé le géant allemand de l'équipement sportif Adidas de retirer sa nouvelle collection de maillots de la sélection algérienne de football, l'accusant de s'être indûment approprié des symboles du "patrimoine culturel marocain", a appris jeudi l'AFP auprès de son avocat.

"Il s'agit d'un vol de motifs inspirés du +zellige marocain+ (céramique caractéristique de l'art décoratif traditionnel marocain, ndlr) qui figurent sur des maillots de sport de l'Algérie, ce qui a poussé le ministère à agir en urgence", a expliqué à l'AFP une source au sein du ministère de la Culture.

Dans une mise en demeure adressée via courrier électronique et par voie d'huissier au PDG d'Adidas Kasper Rorsted, dont l'AFP a obtenu une copie, l'avocat marocain a dénoncé "une appropriation culturelle et une tentative de

voler un motif du patrimoine culturel marocain pour l'utiliser en dehors de son contexte".

Me Mourad Elajouti, l'avocat du ministère, a exigé le retrait sous quinzaine de la collection des maillots de sport "inspirés de l'art du zellige marocain".

Cette polémique survient dans un climat de tension permanente entre les deux rivaux du Maghreb.

L'Algérie a rompu ses liens diplomatiques avec le Maroc en août 2021, accusant Rabat d'"actes hostiles". Une décision "complètement injustifiée", selon Rabat.

"Le ministère de la Culture marocain se réserve le droit d'utiliser toutes les voies de recours judiciaires possibles devant les tribunaux allemands et internationaux", avertit l'avocat dans son courrier.

Il menace également de porter l'affaire "devant les organismes relatifs à la protection du

patrimoine et les droits d'auteurs, l'Unesco et l'OMPI (Organisation mondiale de la propriété intellectuelle), afin de protéger les éléments du patrimoine culturel marocain des tentatives illicites d'appropriation".

La pertinence de sa démarche n'a toutefois pas convaincu tout le monde sur les réseaux sociaux et dans les médias marocains, des internautes estimant qu'il y avait "des causes plus urgentes" à défendre au Maroc.

"On plonge dans le grotesque!", a estimé sur Twitter le journaliste et animateur TV Abdellah Tourabi: "Et les Espagnols qui porteront plainte contre le Maroc pour une grande partie de notre cuisine (la pâtisserie à base d'amande par ex) qui l'ont pris des Arabes, qui l'ont pris des Perses... et les Turcs à qui on a emprunté le Caftan et autres symboles".

Le 23 septembre, Adidas a présenté sur Twitter une photo du kit des "Fennecs", le onze algérien, pour la saison 2022-2023 "inspiré par la culture et l'histoire".

Ce nouveau design, selon l'équipementier sportif allemand, tire son inspiration du palais de Mechouar à Tlemcen, dans le nord-ouest de l'Algérie.

AFP





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vos projets se préciseront considérablement, ce qui vous permettra de concentrer vos énergies là où vous pourrez donner le meilleur de vous. Certes, la route ne sera pas complètement dégagée, mais les défis seront là pour prouver ce que vous valez.

Entre des rentrées d'argent irrégulières et des frais fixes à assumer, vous aurez l'impression d'être en mauvais équilibre sur une corde au-dessus du sol. Si on vous doit de l'argent, il faudra être tenace, car vous aurez affaire à un débiteur récalcitrant.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Rendez-vous annulé, points de vue divergents ou problèmes d'organisation, voilà ce qui vous guettera. Notez que vos relations hiérarchiques pourraient se compliquer à cause d'informations déformées ou qui circuleront difficilement d'un poste à l'autre.

Jupiter bien positionné dans votre secteur argent vous facilitera la vie et vous permettra des dépenses, à condition de ne pas abuser de votre carte bleue. Mais à priori, vous aurez suffisamment la tête sur les épaules pour bien gérer votre budget.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les collègues ne semblent guère vous aider, au contraire. Il est possible qu'on vous demande de finir une tâche sous un délai express. Le courage peut momentanément vous manquer dans cette journée difficile. Faites des pauses pour vous régénérer.

Vous devez rester prudent vis-à-vis de l'argent. Les frais sont encore élevés et ils peuvent faire fondre une partie de vos revenus. Vous prenez les choses avec humour. C'est la meilleure façon de voir ces concessions actuelles. La patience est recommandée.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Le Soleil vous fera entrer dans une période constructive. Vous aurez l'occasion de signer un avenant ou un contrat, avec l'assurance que les engagements pris le seront pour longtemps. Extrêmement prudent, vous n'accepterez jamais un travail non déclaré.

Vous ferez un double noeud aux cordons de la bourse que vous ne dénouerez que pour des dépenses utiles ou pour vous acquitter des charges de la vie courante, comme l'électricité, le loyer ou les impôts ! Vous resterez sur l'idée de demeurer économe...



Lion (22 juillet - 23 août)

Besogneux, vous irez jusqu'au bout de vos tâches sans lever le nez de vos dossiers. Sauf qu'un collègue vous dérangera, car il aura besoin de vos services. Vous vous souviendrez à temps qu'il sera champion pour que les autres bossent à sa place.

Parce que le calendrier affiche un vendredi 13, vous croirez à votre chance financière et vous serez tenté de jouer pour gagner le gros lot. Avec toutes ces planètes en Vierge, vous risquerez de vous leurrer, car les sous ne rentreront pas par ce biais.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous voudrez jouer la carte de la discrétion, mais les planètes s'ingénieront à vous pousser sur le devant de la scène. Coaché par Uranus, vous vous mettrez au diapason de vos collègues, gagnerez la confiance de votre hiérarchie ou d'un nouvel employeur.

Vos finances ne feront pas trop de bruit, ce qui vous ira bien, car vous n'aurez pas trop la tête à vous en occuper. Tant que personne ne viendra vous réclamer de l'aide pour un achat, une somme d'argent à avancer, vous n'aborderez pas du tout le sujet.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous devriez retrouver confiance en vous pour avancer. Le poste actuel vous dévalorise et vous attendez une meilleure fonction. Un collègue peut vous apporter du réconfort et des contacts. Des étapes sont nécessaires pour éprouver la satisfaction.

Jouez encore la carte de la réserve. Vous pouvez comparer les prix, observez, mais évitez les achats impulsifs. Le climat est encore dépensier. Vous risquez de vouloir refaire votre garde-robe. L'envie de séduire entraîne des frais supérieurs à ceux estimés.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Avec une structure professionnelle solide, vos projets se concrétiseront. A travers les effets positifs de la pleine Lune, vous aurez vraiment le vent en poupe et il faudra en profiter au maximum. Un vrai soldat aux yeux de votre direction !

Aujourd'hui, vous vivrez un vrai regain financier et les mauvaises surprises seront de plus en plus rares. Ami Scorpion, vous demanderez simplement à vivre de manière confortable et sans compter sans arrêt vos sous. Rien de plus et rien de moins !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

À fond derrière vous, les planètes activeront votre réflexion, votre précision, votre efficacité. Et c'est exactement ce dont vous aurez besoin pour défendre vos idées, avancer sur vos dossiers et vous affirmer significativement dans vos fonctions.

L'argent risquera de vous filer entre les doigts sans même vous laisser le temps de prévoir le coup. Autant dire qu'entre les charges courantes et des dépenses imprévues, vous aurez besoin de tous vos talents de gestionnaire pour retomber sur vos pieds.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si vous le pouvez, vous prendrez plus vite la poudre d'escampette et lâcherez le bureau plus tôt. Pour les autres, vous mettrez le turbo, avec le même état d'esprit de vouloir en finir rapidement et de profiter de cette fin de journée pour vous détendre.

Vous vous occuperez beaucoup de vos comptes, surtout pour savoir combien vous pourrez dépenser, sans vous mettre en danger. L'envie d'une escapade de quelques jours vous reprendra car vous aurez besoin de décompresser, avant que les jours raccourcissent.



Verseau (20 janvier - 19 février)

L'activité professionnelle connaît un moment de calme. Vous aimeriez évoluer vers un nouveau poste. Une petite formation est envisagée. Elle vous permet de changer de secteur et de relancer votre carrière. Il est essentiel d'avoir confiance en vous.

Des économies sont à venir, car la trésorerie s'épuise. Pour renouveler votre budget, évitez de craquer sur des gadgets. Ils vous attirent et vous lassent vite. Il n'y a pas de recette magique pour garder la stabilité. Différez vos achats importants.



Poisson (19 février - 21 mars)

À cause du carré Lune-Jupiter, vous ne parviendrez pas à chasser de votre tête vos soucis personnels. Du coup, vous cumulerez les tracas professionnels avec vos autres ennuis. Vous serez moins détendu que d'habitude. Vos collègues s'en rendront compte...

Avec Jupiter associé à la Lune, de mauvaises surprises financières seront possibles, comme par exemple des rappels concernant des contraventions impayées... Aujourd'hui, vous nagez au milieu d'incertitudes et vous pourriez d'ailleurs perdre pied.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



| | | | |
|--|--|--|--|
| | | | |
| | | | |

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23